



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Partez sur les routes. »

André Breton



Dieu pardonne, pas le prolétariat



M 02137 - 1729 - F: 2,00 €



Luttes à l'hosto psy de Caen PAGE 10



Enfin une conférence de presse utile ! Depuis une semaine, nous y voyons plus clair sur la personnalité de François Hollande: de pseudo-socialiste, il est passé à social-démocrate revendiqué. Sa dernière trouvaille: le «pacte de responsabilité» passé avec le patronat pour lui permettre de continuer à détricoter le Code du travail et à diminuer ses «obligations» relatives aux embauches et licenciements. Et pour faire bonne mesure, notre président social-démocrate ajoute un cadeau de 30 milliards d'euros en exonérant les entreprises des cotisations sociales qui servaient à financer la politique familiale. Cette dernière le sera désormais par une partie de la baisse prévue sur les dépenses publiques (50 milliards). Contrepartie demandée aux patrons: promesses d'embauches. On a vu ce que ça avait donné dans le passé avec les restaurateurs à propos de la baisse de la TVA: rien, ou presque. Et ce n'est pas en précisant que, cette fois, il s'agira d'objectifs chiffrés d'embauche que ça changera quoi que ce soit: à propos d'une campagne pour «un million d'embauches», Pierre Gattaz, le patron du Medef, a déjà prévenu: «C'est un projet, c'est un objectif, mais ce n'est pas un engagement juridique que nous prenons. Nous nous engageons sur une mobilisation, mais pas sur des résultats.» Comme toujours, les seules promesses tenues seront celles en faveur des patrons. La droite est d'ailleurs bien embêtée: le social-démocrate Hollande est en train de lui piquer son programme. À ce rythme-là, il risque bientôt de se déclarer libéral sans même passer par la case du social-libéralisme. Et, pendant ce temps, là, en bas, sur le terrain, à la SNCF, à La Redoute, chez Sanofi, chez Goodyear, chez... ça souffre, mais ça se bat. Alors, faisons en sorte que les luttes s'amplifient pour faire ravalier leur morgue aux possédants.

Actualité

- Les vies parallèles des Martin**, par J.-D. Gautel, page 3
La lutte des classes n'est pas une chimère, par Justhom, page 4
Les chauffeurs en lutte, par N. Teyf, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Anarchists Against the Wall, page 7
Reprenons ce qu'on nous vole, par collectif, page 8
L'antiracisme se passe de ministère, par Moriel, page 9
Luttes à l'hosto psy de Caen, par L. Amoreb, page 10
Contre le tout numérique à l'école, par Jean, page 12

International

- Ah ! Ça ira ! Ça ira ! Ça ira !**, par R. Pino, page 13
Voyage dans l'isthme de Tehuantepec, par G. Lapierre, page 14

Histoire

- La question féminine dans nos milieux**, par L. S. Saornil, page 16

À lire, à voir

- Un peu d'espoir**, par N. Potkine, page 18
Un livre qui dérange, par Le Scribe, page 19
Belleville, carrefour du monde, par P. Schindler, page 20

Le mouvement

- Au revoir, Anthony !**, page 18

Illustrations

**Aurelio, Jhano, Kalem,
Krokaga, Milan, Yann**

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

France et étranger

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Les vies parallèles d'Édouard et Alex Martin



IL ÉTAIT MINCE, il était beau, il sentait bon l'acier tout chaud, mais *oups!* Coucou, ah le vilou! Et voilà qui est fait: depuis décembre 2013, Édouard Martin, syndicaliste CFDT, largement impliqué dans le combat lorrain contre Arcelor-Mittal, est officiellement tête de liste du Parti socialiste pour les élections européennes.

Édouard Martin a longtemps symbolisé un combat acharné contre le démantèlement des hauts-fourneaux de Florange, n'ayant pas de mots trop durs pour le gouvernement (« Monsieur le président, vous attendez quoi? Qu'il y ait un malheur ici? Eh bien, nous, on va être votre malheur!») ou le Premier ministre (« Putain de traître»). Dans son livre *Ne lâchons rien*, c'est çui qui l'a dit qu'y est, il écrit que « la seule solution serait que des gens comme nous disent qu'ils en ont marre et se présentent aux élections. Mais il n'y a encore jamais eu d'ouvriers à l'Assemblée nationale. On va commencer par les européennes. » Jamais d'ouvrier à l'Assemblée? Sans doute ignore-t-il le rôle de « l'ouvrier Albert ». Hé! tu te prends pour Christophe Colomb, Édouard!

Pour ceux qui étaient trop jeunes à l'époque, rappelons brièvement qu'Alexandre Martin, dit « l'ouvrier Albert », proche de Louis Blanc, a été membre du gouvernement provisoire de 1848, puis député de la Seine; disons que l'ouvrier Albert a servi de caution démocratique et ouvriériste dans un contexte d'utopie déma-

gogique (« Chapeau bas devant la casquette »), ce qui ne l'a pas empêché de participer à l'insurrection du 15 mai 1848... et de se retrouver emprisonné. N'oublions pas, à la même époque, l'expérience de Pierre-Joseph Proudhon: « Il faut avoir vécu dans cet isolement qu'on appelle une Assemblée nationale pour concevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent. » (*Les Confessions d'un révolutionnaire*, 1849.)

Notons, pour revenir à notre époque, que tout mouvement d'importance n'a souvent eu pour effet que de mettre un individu en valeur. Que reste-t-il du Mouvement du 22 mars? Daniel Cohn-Bendit, député européen (celui qui déclarait en son temps: « Nous disons que l'État est partie prenante des antagonismes de classe, que l'État représente une classe; la bourgeoisie cherche à préserver une partie des étudiants, futurs cadres de la société. Nous allons nous exprimer directement dans la rue, nous allons pratiquer une politique de démocratie directe! »). Que reste-t-il du Larzac? José Bové, député européen. Le mouvement Touche pas à mon pote a engendré Harlem Désir, candidat à la députation européenne (et porte-parole du PS). Tel mouvement lycéen provoque l'émergence de Michel Field (« Vous êtes un rigolo, Monsieur le Ministre »). Même LIP, mouvement authentiquement autogestionnaire (ah! ce sourire soulagé et triomphant, la bonne grosse et

grasse connerie fière d'elle et moulée à la louche de Messmer annonçant: « Lip, c'est fini! ») a mis sur le devant de la scène, certainement malgré lui, le syndicaliste Charles Piaget (mais lui-même disait: « La réussite [d'un mouvement syndical], c'est de ne plus avoir besoin de leader... ou tout au moins: leur voix ne compte que pour un »).

Et voilà que, du mouvement d'Arcelor-Mittal, émerge Édouard Martin. Cet homme est sincère, sans doute, mais comment ne pas se dire qu'il se fourvoie? Comment ne pas voir que ce Parlement européen est essentiellement une machine à recycler ou à recaser? (Voir Nadine Morano: « C'est un secret de polichinelle que de dire que je me suis toujours intéressée aux questions européennes. » Pour une fois, Polichinelle avait bien caché son secret.) Quant au mandat de député qui ne fait que prolonger le combat du délégué syndical, il faut être à tout le moins naïf pour y croire.

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de hurler avec les loups ou de se confectionner une morale prolétarienne à la petite semaine. Libre à la Morano de crier à la trahison ou au Front national de hurler: « Il va à la soupe! » Il n'y a guère qu'Aurélie Filipetti pour voir Édouard Martin avec les yeux de... Ken Loach, à savoir « un working class hero ». Contentons-nous de garder en tête cette phrase de Marcel Martinet: « Le refus de parvenir du prolétaire capable de parvenir n'a de sens que doublé de la volonté de parvenir du prolétariat. »

Je ne sais, en outre, si l'on a conservé dans les organisations syndicales le souvenir de Fernand Pelloutier, créateur des Bourses du Travail, à qui l'on doit ce mot pénétrant et trop peu pris en compte: « Ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur. »

Quoi qu'il en soit, grande sympathie pour Alexandre Martin, l'« ouvrier Albert », quant à l'autre... Qu'il se souvienne que lorsque Lech Walesa est venu en France, il s'est vu offrir des chemises Pierre Cardin...

Jean-Dominique Gautel

Cet article était rédigé avant la parution du *Canard enchaîné* du 15 janvier 2014. Voir l'article dudit *Canard* « Unité syndicale pour le recyclage des dirigeants usagés ».

La lutte des classes n'est pas une chimère



LES DIRECTEURS de la production et des ressources humaines (DRH) de l'entreprise Goodyear d'Amiens Nord ont été retenus (ils disent « séquestrés »), le 6 janvier 2014, (pendant une journée et demie), par les travailleurs de l'usine, en colère. Il y a de quoi, ils protestent contre le plan de fermeture de l'entreprise, car ils veulent renégocier le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi).

Ces deux drageons (un drageon est une pousse qui naît sur la racine d'une plante ou d'un arbre ; elle est stérile et pompe la sève, ce qui empêche la plante ou l'arbre de se développer normalement), certes, ont perdu de leur superbe. Mais ils ont toujours les mufles écumants de rage et de mépris envers les travailleurs. En s'adressant à la presse, ils se lamentent sur leur « pauvre sort » et n'hésitent pas à dire qu'ils sont maltraités, insultés, humiliés...

Mais, comme l'on dit chez moi, c'est un juste retour des choses. N'ont-ils pas, pendant des années, exploité, humilié, maltraité, pressuré, insulté les travailleurs. N'ont-ils pas employé la violence, pour aujourd'hui les jeter comme des malpropres à la rue ? Alors, quoi de plus normal qu'à la violence patronale les travailleurs répondent par la violence ? Un peu de respect, Messieurs, vis-à-vis de ceux qui ont fait votre richesse et qui continuent de vous engraisser. Je trouve que ces derniers font preuve à votre égard de beaucoup de mansuétude en vous laissant vos téléphones portables, en vous donnant à boire et en vous permettant de parler à la presse.

Comme si se coltiner l'engeance patronale locale ne suffisait pas, voilà Maurice Taylor, l'Américain, bouffi d'un orgueil titan... esque et dédaigneux envers les travailleurs, qui pointe le bout de son groin pour les insulter et les menacer de toute sa haine. Le 7 janvier dernier, sur Europe 1, il a qualifié la séquestration des deux directeurs de Goodyear de « kidnapping » et rappelle qu'aux États-Unis c'est un crime sérieux qui peut valoir la prison à vie.

Mais, nom de Dieu, qu'il y reste aux États-Unis, des leçons et des insultes de sa part, nous n'en avons pas besoin. Nous avons nos donneurs de leçons et nos sangsues, et cela nous suffit largement. La veille, ce gangster de haut vol avait déjà déversé toute sa bile et son venin, sur RTL, en suggérant aux travailleurs de Goodyear de faire des hold-up dans les banques françaises, comme cela, ils pourraient racheter leur entreprise. Il sait de quoi il parle.

Effectivement, c'est ce que fait ce triste personnage et la mafia patronale (avec l'argent qu'ils volent aux travailleurs). Ils pratiquent chaque jour un racket sans nom et en toute impunité.

Car, c'est avec cet argent volé qu'il prétend racheter l'usine d'Amiens et envoyer les 1 300 salariés à Pôle emploi. C'est ainsi que ce Monsieur la Vertu et ses comparses à qui l'on donnerait le bon Dieu sans confession, escroquent les travailleurs. Ils payent la journée de travail à chaque salarié, mais oublient de payer la force de travail collective qui intervient et est nécessaire à la pro-

duction des biens et des marchandises. Ce n'est ni plus ni moins que du vol capitaliste et c'est ce que Proudhon appellera « l'erreur de compte ». Ce hold-up qui perdure depuis des centaines d'années est la source principale de la richesse de tous les bourgeois et patrons milliardaires.

Alors, Monsieur Maurice, « l'Américain », si, comme vous le dites, chez vous, le kidnapping est passible de la prison à vie, j'ai le plaisir de vous dire que le vol, en France, est également passible de prison. C'est pourquoi, toi et tes acolytes qui, de par le monde, exploitez sans vergogne les travailleurs, vous pourriez être condamnés à rembourser les sommes volées, le jour où les travailleurs se libéreront de leurs chaînes. Une fois débarrassés des drageons stériles et inutiles que vous êtes, qui leur sucent le sang, les empêchent de s'émanciper et de prendre possession de leur outil de travail, les travailleurs devront impérativement vous couper les vivres et confisquer tous vos biens et vos fortunes malhonnêtement acquis.

Il s'agira également de vous faire trimer comme vous nous avez fait baver afin que vous remboursiez tout ce que vous nous avez volé, si tant est que cela soit possible. Ce serait un juste retour des choses. Ce conflit chez Goodyear à Amiens Nord est la démonstration que la lutte des classes est une nécessité. Il ne faut donc pas s'étonner si, face à la violence patronale et politique, les travailleurs répondent par la violence et déclenchent la grève, l'occupation de leur usine et, pourquoi pas, la séquestration de leurs tortionnaires.

À l'instant où je termine cet article, je viens d'entendre que les deux drageons de Goodyear ont été libérés par la police. À peine libérés, les faquins n'ont pas traîné, ils ont porté plainte pour dégradations, vols, séquestration et mise en danger des personnes et des biens. Ce qui démontre, une fois de plus, la collusion entre le pouvoir politique et le pouvoir patronal. Ils sont indissolublement et intrinsèquement liés. Non, la lutte des classes n'est pas une chimère, les travailleurs la subissent de plein fouet et elle est d'une extrême violence.

Justhom

Chauffeurs en lutte contre la machine libérale

À L'APPEL DE CINQ SYNDICATS, dont CGT, CFDT et FO, des chauffeurs de taxi ont roulé depuis les aéroports d'Orly et de Roissy le 13 janvier 2014, tôt le matin, pour converger vers la place Vauban, dans le VII^e arrondissement, en fin d'après-midi. D'autres manifestations ont eu lieu dans certaines villes comme Marseille, Lyon ou Montpellier.

Les revendications actuelles des taxis interviennent contre des mesures capitalistes ultralibérales. Ces dernières ont été prises par le précédent gouvernement de droite en juillet 2009 sous le nom trompeur de «loi de développement et de modernisation des services touristiques». Une loi promulguée après l'échec du gouvernement de Sarkozy pour la libéralisation totale du «marché des transports par taxi» à cause des grèves des 30 janvier et 6 février 2008 des chauffeurs de taxi. Ces grèves ont été organisées après la remise du rapport d'Attali à Sarkozy le 23 janvier 2008 qui avait pour titre : *Libération de la croissance française*.

La loi de juillet 2009 d'un gouvernement de droite est bien évidemment appliquée maintenant par un gouvernement de gauche. Cette loi autorise des VTC ou des véhicules de tourisme avec chauffeur à faire du transport de personnes uniquement sur réservation. Il se trouve qu'après seulement trois ans d'existence elle est devenue une source de conflits entre les chauffeurs de taxi et ceux de VTC. Pourquoi ?

Plusieurs gros investisseurs sont arrivés sur le marché de transport de personnes en se servant de la loi de juillet 2009. Pour n'en citer que deux : Voitures jaunes, avec plus de 3 millions d'euros d'investissement, et Uber, filiale de Google, investissant quelque 260 millions de dollars sur ce marché à Paris, à New York, à Pékin et dans une quarantaine d'autres villes dans le monde. La banque Goldman Sachs investit également des capitaux chez Uber. Si les Voitures jaunes n'ont que des salariés smicards, Uber centralise les appels de clients et prélève des commissions exorbitantes sur des courses distribuées aux chauffeurs qui travaillent souvent sous le statut précaire d'auto-entrepreneur (encore un chef-d'œuvre de droite maintenu par la gauche!). Mis à part les nouveaux arrivants, une grosse société de taxis comme G7 a fondé une nouvelle filiale appelée G7 Events pour mettre aussi en circulation des VTC, en prétendant qu'ils sont destinés à une «clientèle haut de gamme»!

Le sacro-saint marché du transport de personnes n'a guère absorbé l'arrivée de plusieurs milliers de véhicules en si peu de temps. Chaque autorisation de VTC au prix de 100 euros délivrée par Atout France permet la mise en circula-



tion de cinq véhicules, voire plus, car la police accepte la copie de la même autorisation en cas de contrôle! Résultat : des chauffeurs de VTC se voient obligés de «racoler», surtout dans les gares et les aéroports pour pouvoir vivre de leur activité. Or les chauffeurs de taxi disent qu'ils «volent» leurs clients, eu égard à la baisse de leur chiffre. Celle-ci est une réalité. L'Insee donnait 1 427 euros de revenu moyen mensuel ou 1 135 euros de revenu médian mensuel pour un chauffeur de taxi en 2010. Ce chiffre doit être revu à la baisse constante depuis ces trois dernières années. Car, tout simplement, et contrairement à ce que disaient et disent encore «les marchés», la taille du gâteau du transport de personnes par taxi et VTC n'a pas crû, seulement les uns et les autres, les chauffeurs de taxi et de VTC, doivent manger le même en plus petites parts, d'où la paupérisation et la précarisation des deux, d'où, aussi, les conflits constatés entre eux.

Il y a aussi d'autres sources de conflit entre les taxis et les VTC. Un chauffeur de taxi parisien peut être un salarié, un locataire, un coopérant ou un artisan. Si il ou elle (il y a un millier de chauffeurs de taxi femmes sur une vingtaine de milliers à Paris) est salarié, locataire, coopérant ou artisan, il devra être engagé dans son travail au moins soixante heures par semaine pour arriver au revenu moyen calculé par l'Insee. Les salariés n'ont qu'un peu plus de 12 euros de salaire fixe par jour de travail, soit onze heures, plus une commission de 30 % sur le taximètre. Les locataires doivent faire autant d'heures (voire la totalité autorisée, pour tous les statuts, soit soixante-dix-sept heures par semaine) car les loueurs leur font payer trente jours de loyer par mois. Les coopérants ont des charges sur

une partie de la licence, plus celles de la coopérative dans laquelle ils sont. Et les artisans remboursent sur dix à douze ans une licence extrêmement onéreuse : 230 000 euros pour Paris. Ils ont tous une réglementation assez sévère dont certains articles datent du début du siècle passé! Une brigade de police spéciale taxi, qu'ils appellent «boers», est chargée de les contrôler et, en cas d'infraction, ils doivent passer à la commission de discipline des taxis pour sanction. Beaucoup de ces obligations n'existent pas pour les VTC, ce que les chauffeurs de taxi trouvent particulièrement injuste.

Le ministère de l'Intérieur a bien voulu recevoir une délégation de syndicats appelant au mouvement du 13 janvier 2014. Mais cela n'a rien donné, et les délégués ont tout de suite proposé une nouvelle date de manifestation pour le 10 février 2014. Une cinquantaine de chauffeurs de taxi ont alors décidé de marcher vers le palais de Matignon, mais avant même qu'ils quittent le périmètre de la place, les CRS les ont aspergés de gaz lacrymogène. Cet acte plus ou moins désespéré et les insinuations des bureaucrates du ministère de l'Intérieur selon lesquelles les manifestants n'étaient pas assez nombreux pour que leurs revendications soient prises en compte, pourraient servir un mouvement plus large sans toutefois se tromper de cibles. Ce ne sont pas les chauffeurs de VTC qui devraient être incriminés. Il s'agit du rouleau compresseur du capitalisme ultralibéral qui passe sur les uns et les autres, il s'agit des gouvernements de droite et de gauche qui le fabriquent et le font marcher.

Nader Teyf

Groupe Henry-Poullaille de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Demi-tour : droite 1

Dans sa conférence de presse, Hollande a additionné les cadeaux aux entreprises, promettant la fin prochaine de leur contribution à la branche famille. Il s'agit, tout simplement, de la vieille revendication du patronat. Gazou, gazou...

Demi-tour : droite 2

Après avoir annoncé la généralisation de cours sur « l'entrepreneuriat et l'innovation » et la création d'un statut d'étudiant entrepreneur, la ministre socialiste de l'Enseignement supérieur annonce la naissance d'un comité Sup'emploi, codirigé par l'ex-présidente de Manpower France et l'ex-PDG de Schneider Electric. Elle se dit également favorable à ce que le Medef copilote des formations universitaires... Pour la trilogie crèche-école-boulot de merde, empruntez la ligne directe !

Mélange des genres

Un salarié de Veolia conteste son licenciement devant les prud'hommes au motif d'avoir refusé de couper l'eau à des ménages en situation d'impayés. Il devrait être décoré !

Un enfant, si je veux !

Deux études avancent qu'avoir des enfants ne rend pas plus heureux, voire même moins, que de ne pas en avoir. Bigre, que va dire Sainte-Mère l'Église ?

Météo syndicale



COMME LE DIT L'ADAGE POPULAIRE, il faut d'abord se méfier de ses amis plutôt que de ses ennemis. Mais, au cours du XXI^e siècle (comme avant !), il vaut mieux préciser : de celles et de ceux qui se prétendent nos amis ! Ainsi, en lisant « notre hebdomadaire satyrique favori », on en apprend de belles. Un organisme (habilement qualifié d'ami des salariés et conseiller des patrons...) – le groupe Alpha (spécialisé dans l'expertise et le conseil aux entreprises) – voulait, début décembre, fêter ses 30 ans. Tout plein de beau monde était invité, du Medef à la CGT.

À deux jours de la grande cérémonie, baissez le rideau ! Officiellement pour « des raisons d'ordre public », mais, en fait, des « remous sociaux » étaient à craindre. Des salariés qui avaient eu affaire au groupe Alpha compétaient profiter de l'occasion pour demander des comptes aux divers intéressés, ministres et représentants patronaux. Cela aurait assombri le tableau. Un organisme qui mange à plusieurs râteliers, c'est pourtant dans l'air du temps, non ?

L'ex-syndicaliste de Florange étant excellemment habillé pour l'hiver dans les pages de ce *Monde libertaire*, nous n'en rajouterons pas une louche. On se contentera de renchérir sur les liaisons avouées (mais sans photos !) du sémillant locataire de l'Élysée qui

fait et fera la joie des caricaturistes et des unes des quotidiens et magazines ! Entre le presque gentil « Friture sur la ligne » et « Moi, commis du patronat », pour brocarder la social-démocratie à la sauce libérale des pouvoirs publics, ça se bouscule au portillon.

Et loi d'amnistie pour les actes syndicaux jugés en dehors des clous ? Deux militants de la CGT du Rhône ont été dernièrement convoqués en instance au palais de justice de Lyon pour une affaire de distribution de tracts en 2010 ! On n'ose penser à ce qu'on pourrait ressortir des tiroirs à Goodyear par exemple...

Pour parler de ceux d'Amiens, la semaine dernière a vu une forte mobilisation. Comme le disait un tract : « Impasse juridique ou sursaut de la lutte des classes ? » Avec une médiation annoncée par le gouvernement, l'atterrissage risque d'être accompagné de dégâts divers.

« C'est le capitalisme qu'on favorise ! » déclarait Jean-Claude Mailly dans le dernier éditorial de FO hebdo. Et ce n'est pas les promenades aux allures de grand-messes qui y changeront quelque chose !

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Mexique : condamnation d'un anarchiste

« Vendredi 10 janvier, j'ai été condamné à cinq ans et neuf mois de prison, sans caution, je dois purger ma peine à Santa Martha Acatitla. Maintenant, je vais faire appel afin de modifier le jugement en vue d'obtenir l'acquittement ou, au moins, de réduire la peine et ainsi de pouvoir envisager une caution. La juge a très clairement des positions d'extrême droite, qui par leurs lois nous condamnent au confinement, ils se moquent de nous. Ce système politique avec sa "gauche" institutionnelle ferme la route des luttes populaires, à travers les prisons et par le renforcement des chaînes mentales qui nous lient. Maintenant que les soupapes de sécurité des groupes "démocratiques", "pacifistes" et réformistes commencent à ne plus fonctionner, il ne fait aucun doute que, pour éviter de se fatiguer, ils préféreront garder le silence. Ne jamais oublier que la révolution est un droit contre l'oppression, et que les libertés acquises par les êtres humains ont été le travail des illégaux de tous les temps, qui ont pris la loi entre leurs mains et l'ont brisé, comme a dit Ricardo Flores Magón. Face à autant de merde et de misère, nous pouvons tomber, mais nous ne pouvons jamais abandonner et nous nous relèverons aussi souvent que nécessaire. Ça fait vraiment mal de vivre, tout déprime autour de nous, au point que, parfois, cela nous conduit à une obscurité profonde faite de solitude, de peur et de tristesse, mais je pense toujours qu'il ne faut jamais perdre espoir. Aussi longtemps que nous vivrons, nous devons rester debout, poursuivre les combats, même enfermés, dans l'obscurité et la solitude.



Soutien aux Anarchistes contre le mur



LES ANARCHISTES CONTRE LE MUR, un groupe d'activistes israéliens impliqués dans une longue lutte pour les droits des Palestiniens. Des décennies de négociations n'ont abouti qu'à une expansion massive des colonies israéliennes sur les territoires palestiniens occupés et à une oppression violente constante. Malgré la répression, le mouvement populaire palestinien, qui ne brade pas ses espoirs aux souhaits des gouvernements étrangers, refuse d'abandonner son aspiration à la liberté et continue à se battre chaque semaine. Nous pensons qu'il est de notre devoir de se joindre à leur lutte et de les aider de quelque façon que nous puissions.

Pendant ces dix dernières années, nous avons maintenu un niveau d'activité intense. Notre groupe participe à cinq manifestations chaque semaine et nous fournissons également d'autres types de soutien à la lutte populaire palestinienne. Les villages avec lesquels nous avons travaillé sont Bilin, Ni'lin, Qadum, Nabi Saleh et Maasara. Ces villages et d'autres ont souffert plus de vingt morts, des blessés et des arrestations innombrables. Leur courage est une source d'inspiration et, puisqu'ils refusent de se résigner, nous refusons d'être découragés dans notre soutien.

Nous avons la chance d'avoir une équipe de juristes qui travaille sans relâche pour défendre les militants arrêtés lors des manifestations et des actions. En outre, l'équipe juridique nous représente dans des centaines de procès devant les tribunaux civils et mili-

taires. Il est essentiel que l'équipe juridique soit en mesure de continuer à travailler pour le mouvement. Cependant, le nombre de cas à défendre nous place dans une recherche constante de fonds pour payer les équipes de juristes, même s'ils pratiquent des tarifs réduits.

Cette année encore, nous vous demandons de faire un don, du montant que vous pouvez, pour notre fonds juridique afin qu'Israéliens et Palestiniens qui se battent pour la justice puissent se défendre face à l'armée et devant les tribunaux civils, et reçoivent le soutien qu'ils méritent.

Anarchist Against the Wall
www.awalls.org

Pour soutenir

Afin de soutenir les anarchistes en Israël, l'Internationale des Fédérations anarchistes lance une nouvelle souscription. Envoyez vos dons au SEL (mention AATW au dos) à :

Société d'entraide libertaire (SEL)
c/o CESL
BP 121
25014 Besançon CEDEX

Iban: FR76 1027 8085
9000 0205 7210 175

Reprenons ce qu'on nous vole !

Autoréduction chez Carrefour, à Nantes, le 31 décembre 2013

« **CARREFOUR** empoche des milliers d'euros par le biais des exonérations de cotisations sociales, mais cela ne l'empêche pas de vouloir encore grappiller sur le salaire de milliers de smicards », déclare François Dumoulin, avocat de la CGT.

L'action directe non violente est, dans le cadre de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (péages gratuits d'auto-routes, sabotage des mares de compensation, des engins de chantier, etc.), comme dans celui d'une lutte globale contre le capitalisme et ses applications concrètes, un des moyens de nous faire entendre en tant que militants contestataires de l'ordre social et économique d'un système mercantile mortifère.

Le groupe Carrefour, précurseur du concept d'hypermarchés dans les années 1960, aux pratiques esclavagistes maintes fois dénoncées par les syndicats et les salariés, était une cible de choix. Un des symboles totémiques de la domination et de l'exploitation capitaliste. Carrefour, qui est un expert en matière de racket généralisé des consommateurs, fournisseurs et salariés. C'est donc tout naturellement qu'une action caddie à zéro euros, à l'initiative des clowns activistes du Clownistan est partie de la ZAD de Notre-

Dame-des-Landes le dernier jour de l'année 2013, à 14 heures.

Une centaine de clowns investissent le Carrefour de la Beaujoire à Nantes. Une fois arrivés sur le parking du centre commercial de la Beaujoire, vers 15 heures, il suffit de quelques minutes aux militants pour investir l'hypermarché, malgré une faible opposition des vigiles qui tentent de fermer les grilles d'entrée sans succès.

L'autoréduction (un groupe de consommateurs où d'usagers qui refusent de payer le prix d'une partie ou de la totalité d'un produit ou d'un service) menée le soir du réveillon n'est apparemment pas très appréciée par l'enseigne, qui a de suite fait appel aux forces du désordre venues rapidement sur les lieux.

À 15h30, le bloc de béton et d'acier décoré de guirlandes clignotantes est complètement bouclé par les flics arrivés sur place (police, BAC, DGSI, gardes mobiles, PJ, etc.). Les activistes l'occuperont jusqu'à l'évacuation totale du bâtiment à 22 heures, suite à de nombreuses violences policières et arrestations. Des potes seront gazés, blessés ou encore tazés. Douze de nos camarades sont arrêtés. Six finiront en garde à vue à l'hôtel de police de Nantes. Trois seront lourdement condamnés le jeudi 3 janvier par le tribunal de Nantes à respectivement six, cinq et quatre mois de prison avec sursis ainsi qu'à de fortes amendes (5 000 euros).

Une certaine presse bourgeoise relaie l'info en parlant de tentative de « racket » avortée grâce à l'arrivée des forces de répression du capital. Il est d'ailleurs à noter que les journaux se sont efforcés de minimiser la portée de cette action de Caddies gratuits. Le nombre de participants et de flics venus les réprimer a été divisé par deux. Selon la presse bourgeoise (*Le Figaro*, *Presse Océan*, etc.), les flics étaient une centaine, alors qu'ils étaient au moins le double et le nombre d'activistes sur place était bien plus important que les soixante annoncés dans la presse et à la radio.

La journée du 31 décembre se solde par un bordel assez jouissif, dont le point culminant est la fermeture d'un des temples de la société de consommation. La perte sur le chiffre d'affaires pour l'enseigne tricolore oscille entre 50 000 et 200 000 euros.

Communiqué

UN BOMBARDEMENT PUBLICITAIRE fait baver les petits travailleurs en permanence. Des milliers d'entre eux, la larme à l'œil, ne passeront pas le réveillon de leurs rêves. Produits premier prix et privations émaillent leur quotidien. Alors, en leur honneur, et surtout contre ce système dans lequel seul le riche a le droit de vivre selon ses envies, nous nous sommes permis de nous servir pour reprendre ce qui a été pillé au peuple et, l'espace d'un après-midi, les empêcher d'en piller davantage. Notre action peut paraître violente et offensive, mais ce n'est rien face à la violence de ces grands marchands exploitant la population toute entière, par un système pyramidal, où chacun ne peut monter qu'à condition qu'autrui tombe.

Parce que nous nous réunissons pour réfléchir à notre implication dans ce monde, nous avons organisé cette action collective d'autoréduction, rassemblant environ quatre-vingt personnes d'horizons très variés, portant les mêmes revendications, mais usant de modes d'action différents, unis face à un ennemi commun, incarné ce jour-là par Carrefour.

L'action se déroulait correctement et dans le cadre de nos droits jusqu'à l'appel des forces de l'ordre en nombre avec des chiens et leur intervention violente et illégitime, puisque nous n'avions pas passé les caisses.

Certains de nos camarades ont été blessés, d'autres ont eu des peines lourdes et inappropriées à la situation.

Nous souhaitons faire nos excuses à toutes les personnes qui ont pu se sentir mal à l'aise durant cette action.

Le peuple ne se contentera pas de boîtes de *corned beef* dans les colis des Restos du cœur, et des risques de prison quand il se nourrit dans leurs abondantes poubelles.

Nous leur opposons un autre monde, qui semble utopique pour certains, mais qui se réalise déjà dans des alternatives concrètes un peu partout.

Des individus ayant participé à l'action

Bob-92-Zinn
Blog Mediapart

L'affaire en chiffres

Selon l'avocate de Carrefour, **50 000 euros de perte pour le temple commercial (fermeture un 31 décembre à 16 heures), 200 000 euros selon la police, entre 250 000 et 400 000 euros selon le trésorier et le gérant de Carrefour Beaujoire en off, et « bien plus de 1 milliard d'euros », selon les clowns...**

60 clowns activistes selon les journaux obéissants, 120 selon la police, 138 selon la gendarmerie, 113 selon le GIPN, « trop » selon Carrefour, « pas assez » pour les clowns...

12 arrestations, 3 comparutions immédiates jeudi 2 janvier (bonne année) pour « tentative d'extorsion de fond » et donc 3 condamnations à respectivement quatre, cinq et six mois de prison avec sursis, et 5 000 euros à payer « solidairement », dixit Madame la Juge.

Affaire Dieudonné

L'antiracisme se passe de ministère

COMMENT ÉCRIRE UN ARTICLE sans participer à la cacophonie et au chaos médiatique ambiants¹? Mission presque impossible. Si ce n'est en essayant de réaffirmer quelques principes de base, sans illusions sur l'issue de cette aporie.

Tout d'abord, les spectacles de Dieudonné sont le lieu d'expression d'une idéologie nau-séabonde, dangereuse et inacceptable.

Sous couvert d'humour, il se donne pour mission de dénoncer un «système» qui, dans sa conception délirante, serait téléguidé par un lobby pro-sioniste. On retrouve là tous les ingrédients d'une pensée dont les soubassements empruntent à la rhétorique antisémite du XIX^e siècle (*Protocole des sages de Sion*, Drumont, etc.) et aux mouvements d'extrême droite de l'entre-deux-guerres. Ce sont les mêmes arguments qui sont avancés par les négationnistes.

Bien entendu, jamais ce triste bouffon n'avancera à visage découvert. Tout est dans le sous-entendu, dans la déconnade (la chanson *Shoananas*), dans le code (ce fameux geste de la quenelle, que chacun peut interpréter à sa guise, mais qui est un geste raciste).

À la faveur du grand déballage médiatique, on apprend que le militant «anti-système» Dieudonné, tel qu'il aime à se définir, s'est très bien organisé pour amasser tranquillement son gros pécule, qu'il met soigneusement à l'abri du fisc avec l'aide de ses avocats (il en a cinq!), et qu'il organise son insolvabilité: un vrai patron, à la Tapie!

Et, d'ailleurs, qui sont-ils, ces «anti-système»? Alain Soral (le «mentor» de Dieudonné), les partis d'extrême droite européens, le clown italien (tient, un autre...) Beppe Grillo. Tous dénoncent «les financiers mondialistes qui en veulent à la nation». C'est le «système» qui est visé et, en bons complotistes, on désigne à l'aide de sous-entendus et de phrases codées, ceux qui, en sous-main, sont censés le diriger: «Suivez mon regard.»

Mais, surtout, c'est la présence médiatique qui importe à Dieudonné: en organisant les concours de photos de quenelle via Internet, il se donne la plus grande visibilité possible. Et, ainsi, il permet à ses idées de se répandre.

Et, en face, on trouve un ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, ambitieux, carriériste, qui se voit déjà vizir à la place du vizir, et peut-être un jour calife à la place du calife. Un scénario que l'on connaît déjà... Saisissant au bond une énième sortie ordurière de Dieudonné contre un journaliste, celle regrettant les chambres à gaz (ce négationniste n'en est pas à une contradiction près), le ministre se lance dans



une campagne de salubrité publique, se faisant le héraut de l'antiracisme, de la lutte contre l'antisémitisme et du respect des valeurs républicaines! Oubliée la petite phrase de Valls sur les Roms qu'il qualifiait, en novembre dernier, de «populations qui ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation» et qu'ils avaient «vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie». Oubliée la phrase du maire d'Évry qu'il était encore en juin 2009, lorsqu'il parcourait une brocante de sa ville et lâchait à son adjoint: «Belle image de la ville d'Évry... Tu me mets quelques Blancs, quelques Whites, quelques Blancos...» Soutenu par la plupart des éditorialistes, bousculant la loi et la justice, le fier matamore décide de l'interdiction des spectacles du soi-disant humoriste, et réussit même à faire casser par le Conseil d'État, en un temps record, le jugement du tribunal de Nantes, défavorable à l'interdiction du spectacle qui devait se tenir le 9 janvier.

C'est une censure, appelons les choses par leur nom, qui risque d'instaurer une jurisprudence extrêmement dangereuse. Et puis, en si bon chemin, on va aller aussi censurer le site Internet de Dieudonné: un pas de plus vers le contrôle de la Toile, au nom, bien sûr, du bien (hier, c'était la lutte contre la pédophilie, aujourd'hui, contre l'antisémitisme).

Et, pendant ce temps, le président fait des risettes au patronat, en lui offrant la baisse des cotisations sociales.

Soyons clairs. Les discours prétendus humoristiques de Dieudonné nous dégouttent, ils

sont racistes, et ce personnage est clairement inscrit dans la mouvance d'extrême droite, même s'il essaie d'entretenir l'ambiguïté et la confusion autour de ses réelles motivations. Son public est soit consentant à ses délires, soit dupé et naïf.

Il existe aujourd'hui un climat social et politique hautement délétère, dont Dieudonné est un des symptômes et acteurs, et dont il se nourrit. La charge menée contre lui par le ministre de l'Intérieur, outre les atteintes à la liberté d'expression et le renversement de la pratique habituelle jusque-là de statuer judiciairement après coup, risque d'avoir l'effet inverse à celui escompté, si tant est qu'on puisse naïvement prêter une telle intention à un politique assez cynique pour se servir d'abord et avant tout d'un tel événement pour son propre profit et sa carrière. On peut d'ores et déjà parier que la posture victimaire de Dieudonné, qu'il utilise déjà depuis longtemps, va sortir renforcée par ce battage, et que ses positions vont aller en se radicalisant. La lutte contre le racisme et l'extrême droite est une affaire bien trop importante pour la laisser à un ministre de l'Intérieur.

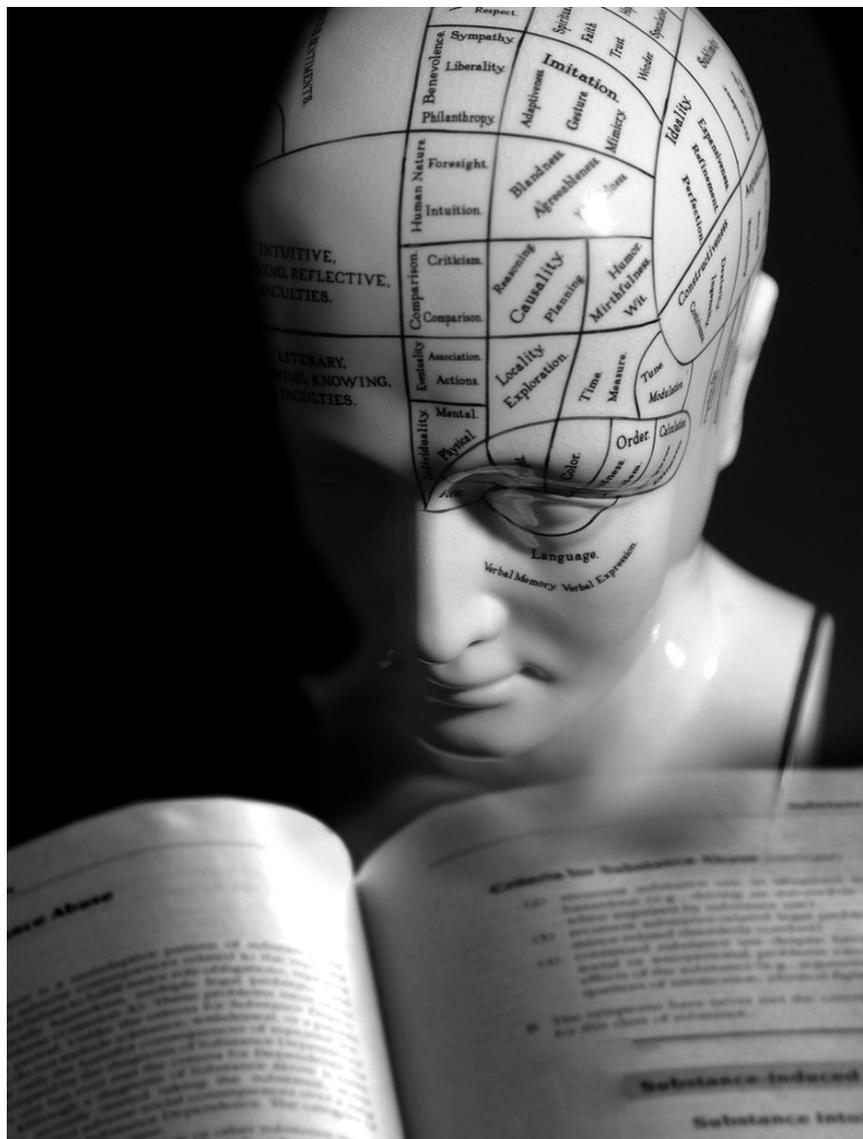
Moriel

Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

1. Je vous engage à lire l'article consacré à cette affaire intitulé «La Dieudosphère, bien plus vaste qu'elle en a l'air» sur le blog Loufimenschen. over-blog.com

Luttes à l'hôpital psychiatrique de Caen

Quand la voyoucratie fait face au syndicalisme de base



Lion Amoreb

De la fabrication d'un déficit pour faire des économies sur le dos des salariés

À l'hôpital psychiatrique de Caen, fraîchement rebaptisé EPSM (pour établissement public de santé mentale), les luttes entre les salariés et la direction sont courantes depuis quelques mois. En cause, un nouveau directeur général, syndiqué à la CFDT cadre, et qui a reçu comme mission, de la part de l'agence régionale de santé, de dégraisser le millier de travailleurs constituant le personnel ou de revenir sur leurs acquis sociaux.

C'est «la crise», entend-on un peu partout ! C'est, donc, en toute logique que le gouvernement applique une politique d'austérité budgétaire qui retentit jusqu'au près des psychiatisés.

Heureusement, ce n'est pas l'avis des syndiqués (CGT et SUD en tête), qui n'ont pas l'intention de se laisser ponctionner en toute quiétude, comme si le fatalisme et la résignation devaient l'emporter. Aussi, devant la grossière manœuvre du directeur, il était difficile de ne pas faire autre chose

que de s'opposer fermement. En juin 2013, alors que jamais l'hôpital n'a été en déficit, il en crée un, l'annonce gravement via la presse et un courrier à chaque employé et impose, dans la foulée, les mesures suivantes : suppression de cinq jours de RTT et de la demi-heure de temps de repas sur le temps de travail, déqualification de postes, suppression des temps partiels, même pour les bénéficiaires actuels, fermeture du laboratoire et de la blanchisserie et restructuration de la cuisine. La CFDT, également bien

implantée dans cette boîte, dénonçait également ce « plan de redressement ». Les trois organisations syndicales ont donc appelé à une AG qui a rassemblé pas moins de 500 salariés. L'opposition s'installe graduellement, commençant par une gentille occupation des locaux de l'administration. Elle se poursuit par des jets d'œufs sur la voiture et les vitres du bureau du directeur, puis un blocage des admissions via un piquet de grève présent vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'entrée de l'hosto. Le directeur tente de se mettre les cadres dans la poche, mais il échoue. Enfin, ce sont les médecins, d'habitude très timides pour ne pas dire pro-direction, qui, en commission médicale d'établissement, votent une motion à l'unanimité expliquant leur refus du plan directeur. Ce dernier l'a mauvaise et doit revoir entièrement sa copie et ouvrir des espaces de négociations. Le paiement des jours de grève s'opère et, sur la base du rapport de forces acquis, vingt contractuels sont « mis en stage », dans la perspective d'une titularisation. Les syndicats et le personnel chantent victoire.

Syndicat de lutte contre syndicat de collaboration

De nombreuses réunions ont lieu entre la direction, les syndicats et les médecins de septembre à décembre 2013. Il s'agit, en réalité, de fausses négociations où rien n'est vraiment discuté et où le directeur maintient ses envies de taper sur le personnel d'en bas. Il persiste concernant la suppression des cinq jours de RTT et met le reste de côté, bien que de nouvelles rumeurs circulent concernant le fait de rendre payantes certaines consultations en centre médico-psychologique ou certaines chambres de l'hôpital. La CGT et SUD dénoncent la mascarade, tandis que la CFDT change de bord et défend la direction. Sans honte ni scrupule, elle caresse la direction tout en tapant sur les autres boutiques syndicales. Elle remet en cause de manière virulente et infantiliste le combat de ces dernières, prétextant que c'est aller droit dans le mur que de continuer la lutte. La collaboration est entérinée et le travail de sape fait son chemin puisque beaucoup de cadres et de médecins s'alignent sur son discours qui implique de courber l'échine en s'autoflagellant.

Fin décembre, le directeur doit faire passer son plan auprès des différentes instances de l'hôpital, et ce, avant la fin de l'année. Depuis 2009 et la loi « hôpital patient santé territoire », il n'a même pas besoin que ses propositions soient validées, il suffit qu'elles soient présentées. Il faut donc bloquer les instances dans le but qu'elles n'aient pas lieu. Suite à des AG convoquées par la CGT et SUD, c'est ce qui se passera. Et, toujours dans ce même mouvement, aura lieu une occupation du bureau du directeur qui permettra de découvrir un document intitulé « Accord

CFDT-Direction EPSM de Caen ». Non seulement ces jaunes de la CFDT crachent sur le syndicalisme de lutte, mais, en plus, ils négocient secrètement avec le directeur. Les esprits s'échauffent et ce n'est pas l'envie qui manque à certains de foutre sur la gueule de ces sociaux-traitres. On raconte que certains syndiqués CFDT ont rendu leur carte.

Malgré cela, le blocage des instances se poursuit (il y en avait quatre au total) et, en parallèle, celui des admissions perdure, ce qui provoque – comme toujours, et c'est le but – des problèmes conséquents en amont, pour hospitaliser les patients. Ces derniers doivent alors être affectés dans d'autres structures du département ou de la région. Mais ce n'est pas du goût du directeur qui demande l'intervention de la flicaille. Il l'obtiendra facilement puisque, le soir du 19 décembre, c'est une tripotée de brigadiers qui force les grilles de l'hôpital, faisant reculer les grévistes pour escorter deux ambulances. Les slogans pleuvent : « Police partout, justice nulle part », « La direction nous pisse dessus, la CFDT nous dit qu'il pleut », « Les flics à l'hôpital, c'est dégueulasse » (et pas qu'à l'hôpital, d'ailleurs...). La CGT, via son service d'ordre, assure le spectacle. Et les plus anciens jurent qu'en quarante ans de boîte, avec des mouvements de grève bien plus importants que ce petit blocage, jamais ils n'avaient vu les flics pénétrer dans l'enceinte de l'hosto pour briser des revendications... Fin des festivités, les vacances de Noël arrivent pour que le populo puisse s'empiffrer dans la consommation. La suite se déroulera début 2014.

Pour ne pas conclure

La situation caennaise n'a rien d'exceptionnelle. Par exemple, le mouvement vécu par les salariés de l'hôpital psychiatrique de Quimper il y a quelques mois est exactement similaire. Le manège du pouvoir en place est clair : l'accord général sur le commerce des services continue son bonhomme de chemin. Mis en œuvre pour mettre en concurrence les différents services publics et ainsi augmenter le profit lié à ces mêmes services, il continue sa promenade de santé. Alors que la technocratie matraque les soignants à coup de protocoles, d'autoévaluations et autres flicages en tout genre, elle enrobe le tout dans un paquet de bien-traitance qui masque ainsi les logiques économiques comme la sous-traitance à des boîtes privées, l'alliance avec des mutuelles privées, quand ce n'est pas les cliniques privées qui fleurissent sur le marché de la santé. À force d'épuiser les ressources du service public, il va être de plus en plus tentant pour tout un chacun qui aura un pépin de se tourner vers le privé.

Même si nous nous devons d'aller plus loin que la simple défense du service public en créant des alternatives autogestionnaires à la psychiatrie sécuritaire, judiciaire et ges-

tionnaire, nous ne pouvons laisser faire cette casse qui fragilise un peu plus les salariés. Cela d'autant plus qu'au bout de la chaîne ce sont les psychiatisés qui trinquent et sont confrontés à davantage de violence institutionnelle. La question qui demande s'il n'est pas plus opportun de créer autre chose plutôt que d'implorer avec les restes explosifs de ce service public est alors prégnante. Notamment parce que, lors de cette lutte victorieuse, aucun débat de fond sur le rôle de la psychiatrie dans notre société ni aucune expression des individus directement concernés par tout ce remue-ménage ont vu le jour.

Il est donc plus que nécessaire de radicaliser les luttes et de provoquer un remue-ménages libertaire dans le champ de la folie.

L. A.



Contre le **tout numérique** dans l'éducation

DÉBAUCHE DE POGNON PUBLIC pour les gadgets électroniques à l'école, «édu-tablettes», tableau blanc numérique et ordinateurs portables, à généraliser dès le plus jeune âge... Pourquoi une telle priorité, à l'heure où tant d'autres choses semblent prioritaires à redéfinir en profondeur pour une véritable éducation ?

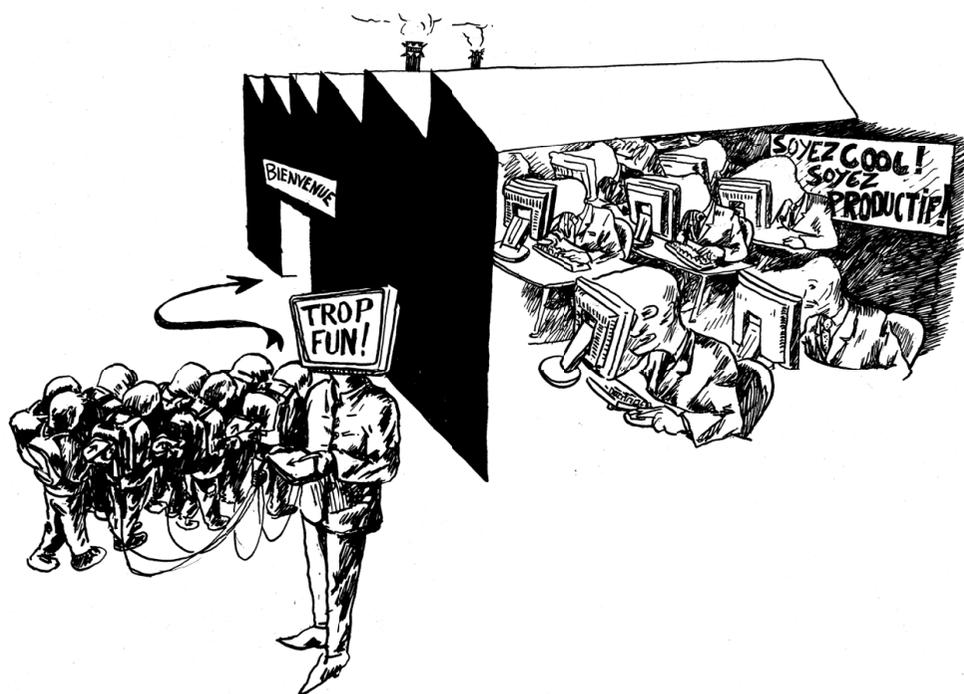
À «l'heure du numérique», l'apprentissage (rudimentaire) de ces outils numériques peut certes être présenté comme un «atout» dans la vie, ne serait-ce que pour se débrouiller comme on peut dans un monde saturé par ces technologies imposées. Un apprentissage pertinent pourrait aussi apprendre à ne pas devenir esclaves de ces machines, en comprenant leur fonctionnement et leurs dangers, en apprenant à naviguer de façon anonyme, etc.

Mais force est de constater que ce n'est pas le cas, et que l'éducation proposée ne consiste qu'en une utilisation passive, en rien critique ni émancipatrice. Ces outils en eux-mêmes n'améliorent en rien la transmission et le partage des connaissances – si ce ne sont celles relevant de ce monde numérique, qui en lui-même n'a aucune vertu éducative, bien au contraire.

Quid du partage des connaissances, de l'apprentissage de la vie collective et de la responsabilisation, fondements de toute éducation digne de ce nom ? Le recours encouragé et systématisé à ces outils atomisant les individus devant des écrans réduit de fait notre autonomie à bien des égards : capacités cognitives, d'attention et de mémoire, capacités sociales d'écoute et de présence à l'autre, capacités d'organisation collective. Les profs eux-mêmes, quand ils s'enthousiasment pour ces technologies (ce qui est loin d'être toujours le cas), se félicitent surtout de mieux capter l'attention des élèves, car l'image est captivante. Comme à la télé, quoi ! Attirer l'attention par la forme et non par le contenu ou l'organisation d'un apprentissage, voici bien toute la misère que la «société» du spectacle en déliquescence avancée offre à sa progéniture.

Alors, pourquoi un tel engouement des autorités nationales et locales (économiques, politiques, médiatiques) pour le numérique à l'école, comme un enjeu déterminant de l'éducation ? Peut-être parce que les autorités n'ont, par nature, pas la même vision de l'éducation que la nôtre, anti-autoritaire.

Les technologies numériques, loin d'être neutres, sont devenues l'un des dispositifs principaux de la servitude moderne. Elles répondent parfaitement aux impératifs du système de



domination sociale, aussi bien économiques (dans le cadre d'un capitalisme d'opérations financières toujours plus rapides et de gestion des «ressources humaines» à flux tendu) que politiques (fichage généralisé, géolocalisation, transformation totale des activités humaines en bases de données exploitables, croisables, vendables et contrôlables). Plus profondément, comme évoqué plus haut, la mise des individus devant les écrans les isole socialement (sous le discours trompeur de la «communication»), et dissipe l'attention à soi, aux autres et au monde.

Sans parler de l'acceptation de tout ce qui est relié au monde numérique, de façon bien réelle et non «virtuelle», comme trop souvent dit. Caméras de vidéosurveillance, traçage des marchandises et des individus, recueil de données proprement policières sur les individus et leurs habitudes. Le numérique est une arme massive de contrôle social, que les dominés doivent apprendre dès leur plus jeune âge à s'appliquer à eux-mêmes.

L'éducation de la jeunesse (ou son décerveau, ce qui n'est pas forcément opposé quand on parle d'Éducation nationale), et de la population en général, a toujours constitué un enjeu crucial pour le pouvoir. L'école, aujourd'hui comme hier, apprend surtout à obéir, à se conformer, à développer les habitudes les plus adéquates au pouvoir, en forme de réflexes pavloviens. Ce n'est pas un hasard si profs, parents

et élèves sont contraints à se familiariser avec l'outil numérique, à entrer et partager de force les données de leurs travaux (pour l'acquisition de compétences définies par le patronat au niveau européen), de leur hiérarchisation et de leur contrôle social (notes, évaluations, nationalité, adresse, projet professionnel), de leur situation dans le dispositif panoptique (emploi du temps, présence et localisation dans l'établissement), et ce dans des bases de données pérennes et centralisées... appelées à être croisées avec les données professionnelles, voire médicales.

Sans compter une autre dimension, toute aussi importante pour la bonne marche de la sainte économie : les partenariats public-privé. Car, à travers le déferlement de gadgets pour nos chères têtes blondes ou crépues, il s'agit bien entendu pour les politicards d'offrir des contrats plus que juteux aux potentats capitalistes qui fabriquent lesdits outils numériques.

Sur toutes ces questions, nous constatons que, une fois de plus, la dynamique capitaliste est indissociable de la dynamique étatique. Nous constatons aussi combien les journalistes de la presse nationale et locale sont complices de cette propagande éhontée pour les dispositifs du pouvoir.

Jean

Groupe anarchiste Pavillon noir

Ah ! Ça ira ! Ça ira ! Ça ira !

VOILÀ BIENTÔT QUATRE ANS que la famille royale espagnole est empêtrée dans divers scandales politico-financiers. *Le Monde libertaire* s'en était d'ailleurs déjà fait l'écho¹. Pour tout couronner (si je puis dire), le juge José Castro (du tribunal de Palma de Majorque) a inculpé l'infante Cristina et son époux d'abus de biens sociaux, enrichissement personnel, blanchiment d'argent... Le roi Juan Carlos avait manifesté «sa surprise devant cette décision du juge», mais, selon la formule consacrée, «respectait l'indépendance de la justice». Il faut dire que lui-même ne se trouve pas dans une situation des plus reluisantes et a scandalisé l'opinion publique par ses frasques extraconjugales – encore qu'en France, dans notre république monarchiste, on soit également coutumiers, voire friands, des histoires d'alcôves de nos dirigeants – et sa fameuse chasse à l'éléphant au Botswana (ben oui, y a pas d'éléphant dans la péninsule Ibérique), safari qui a coûté la bagatelle de 30 000 euros. Difficile à faire avaler aux Espagnols à qui on s'acharne à expliquer que c'est la crise et que l'heure est aux sacrifices! Difficile, aussi, de faire comprendre que, même si l'on pose avec son fusil devant le cadavre d'un éléphant qu'on vient d'abattre, on se targue aussi d'être un défenseur de la cause animale. Au moins, toutes ces révélations auront amené la maison royale à s'expliquer également sur le montant de leurs revenus : officiellement, 8,4 millions d'euros par an pour cette charmante famille, pour lui permettre, entre autre, de verser les salaires des quelque 500 personnes à leur service.

L'État n'étant pas chien, il prend en charge les factures d'eau et d'électricité de toutes leurs résidences, car faisant partie du patrimoine national. Comme certains journaux — mal intentionnés, bien sûr — l'ont fait remarquer, à ces 8,4 millions il convient d'ajouter les dépenses relatives à la sécurité, aux déplacements, à l'entretien des résidences, etc. Ce qui porte le train de vie annuel de nos joyeux Bourbons à plus de 60 millions d'euros.

Mais — la crise, sans doute —, ça ne peut pas suffire à ces royales personnes, et c'est ainsi que le gendre du roi, Iñaki Urdangarín, et son épouse l'infante Cristina, auréolés de leur statut



Victor Hugo, *Justitia*, 1857, plume et lavis d'encre brune.

Train de vie de nos joyeux Bourbons : 60 millions d'euros !

social, se sont lancés dans les affaires par le biais de la fondation Noos, dont le but est d'organiser des congrès, réunions pour le *sponsoring* sportif. Fondation à but non lucratif, bien sûr, mais qui, grâce à leur société patrimoniale Aizoon — société écran —, leur a permis d'engranger plus de 6 millions d'euros — d'argent public — entre 2004 et 2006.

Pour la justice, ça porte un nom (et même plusieurs) : abus de biens sociaux, trafic d'influences, fraude fiscale, blanchiment d'argent, faux et usage de faux, enrichissement personnel, etc. Et cette justice estime que la fille du roi ne pouvait rien ignorer des activités de son mari, avec lequel elle est détentrice de 50 % de

la société Aizoon. Et, comme il n'y a pas de petits bénéficiaires, se sont aussi ajoutés des prêts non justifiés à cette société (130 000 euros), une location «bidon» d'une partie de leurs résidences, des dépenses strictement personnelles, des remboursements de voyages à l'étranger, des cadeaux, le paiement des salaires de leurs domestiques particuliers, ainsi que l'approvisionnement en nourriture de leurs lieux de résidences... Bref, nos ducs et duchesse de Palma de Majorque n'ont pas lésiné pour mettre du beurre dans leur paëlla. Résultat, l'infante (septième dans l'ordre de succession au trône) et son mari inculpés, leur palais de Pedralbes à Barcelone saisi par la justice ; qu'on se rassure, ils ne sont pas devenus SDF, et Cristina n'envisage pas de renoncer à ses droits dynastiques ; son gentil papa ne le lui demande d'ailleurs pas, lui qui, dans ses vœux de bonne année 2014, adressés à «son» peuple a déclaré «comprendre le mal que les cas de corruption causaient aux institutions», avant d'aller réveiller en cercle familial restreint avec ses deux inculpés de fille et de gendre. Pas sûr qu'il reste longtemps sur ce trône où il avait été porté par les dispositions testamentaires de Franco — et par la grâce de Dieu, ça va sans dire.

Alors, abdication en faveur de son fils, retour à la république dont on voit de plus en plus le drapeau dans les manifestations de tout genre ? Ici, en France, deux siècles et quart de république bourgeoise nous ont montré le peu de différence qu'il y avait avec une monarchie, ce qui ne doit pas empêcher — des deux côtés des Pyrénées — de se débarrasser de ces «fins de race et parasites sociaux patentés», pour aller vers une société égalitaire et libertaire. Il est plus que temps : janvier ou pas, bloquons nos montres à 10 h 22.

Ramón Pino,

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

¹ Voir *Le Monde libertaire* n° 1674, «Écoutez l'Espagne», par Daniel Vidal, et *Le Monde libertaire* n° 1706, «Ça chauffe au sud», par Ramón Pino.

Dans l'isthme de Tehuantepec

Récit d'un voyage mexicain (3/3)



Georges Lapierre

À SAN MATEO, qui nomme le président municipal et son cabinet selon les us et coutumes, le président actuel, El Chico, manipulé en sous-main par des personnages puissants, a réussi à imposer et à faire élire ses candidats. À San Dionisio, qui élit ses représentants par le biais des partis politiques, le PRI s'est divisé en deux : un candidat s'est présenté au nom de ce parti, l'autre candidat et les dissidents ont rejoint le PSD (Parti social démocratique) et prétendent s'opposer aux éoliennes (alors que le candidat à la présidence est employé d'un cacique de la région qui, lui, a loué des terrains aux constructeurs d'éoliennes) ; il aurait remporté les élections mais il y a embrouille, on doit recompter les voix et les électeurs se prennent la tête pour tomber dans le piège d'une opposition fictive. Dans ce jeu de dupes, les opposants les plus conscients, une quarantaine de personnes, n'ont pas participé aux élections et continuent à occuper la mairie.

L'ami a trouvé un garagiste à côté de chez lui, ils ont remorqué la voiture jusqu'à l'emplacement qui tient lieu de garage ; je n'ai pas saisi la relation qui lie les trois jeunes mécanos et le propriétaire, qui n'est pas garagiste, mais qui semble avoir pris sous son aile protectrice les trois jeunes. Le lendemain, elle est prête, nous l'essayons, catastrophe ! Le moteur fait un bruit épouvantable et la voiture avance par secousses ; est-ce le carburateur qui est encrassé ou les bougies ? Je n'y connais rien. Le copain est désespéré : « Ils m'ont roulé, ils ont changé des pièces ! » En prenant de la vitesse, cela semble aller un peu mieux et le copain décide de

demander conseil à son garagiste, le petit râblé ; las, nous arrivions quand le moteur se met à chauffer terriblement, une durite a éclaté. Le garagiste n'est pas chez lui, il est à l'église. Demain, 14 décembre, a lieu le grand pèlerinage des pêcheurs et nous n'avons pas besoin de la voiture, nous allons faire la route à pied comme tout le monde, quinze kilomètres sous un soleil assasin.

À 5 heures du matin, nous nous rendons à la maison du majordome qui a la charge de la croix et qui devra, avec les membres de sa famille, recevoir les pèlerins, leur offrir le café accompagné d'une tranche de brioche, payer les musiciens et, plus généralement, s'occuper de l'organisation du pèlerinage. Du monde déjà dans la rue, qui attend le départ de la croix. Nous achetons trois colliers de fleurs et nous entrons dans la maison du majordome. Dans le patio se trouvent des musiciens et c'est au son d'une musique allègre que nous pénétrons dans une pièce illuminée par de nombreux cierges et par des bougies disséminées un peu partout dans des petits verres. La pièce est encombrée de personnes qui vont et viennent, certaines psalmodiant des prières ; tout au fond se trouvent deux croix, la coutume est de mettre des colliers de fleurs au « cou » des croix, ce que nous faisons, puis avec notre tasse de café et notre morceau de brioche, nous allons dans la rue attendre avec les autres la sortie des croix. Nous n'attendons pas longtemps, les croix, portées par un homme et une femme (le majordome et sa femme ?), précédées par les musiciens, sortent de la maison. Nous nous

joignons au cortège. Nous nous engageons dans le labyrinthe des rues du quartier des pêcheurs pour nous arrêter dans une autre maison. Les croix sont portées dans une pièce où une jeune femme chante des litanies sans fin, accompagnée parfois par le public. Les hôtes nous offrent des *tamales* et nous repartons pour nous arrêter dans une autre maison, cette fois dans une *colonia* qui jouxte le quartier des pêcheurs. Le jour se lève quand nous reprenons notre marche dans les rues de Juchitán en direction de l'hôpital et de la prison qui se trouvent à la sortie de la ville. Le cortège, comme un fleuve tranquille, se gonfle au fur et à mesure de son avancée et c'est une foule imposante de plusieurs milliers de personnes qui sort de la ville en direction d'Unión Hidalgo. Les musiciens sont partis et les porteurs de croix sont vite dépassés par les gens, hommes, femmes, *muxes*, enfants, petits et grands, vieillards, les pousse-landaus avec bébés que l'on s'efforce de protéger d'un soleil déjà trop vigoureux, tous marchent d'un bon pas. Ne restent derrière, autour des croix, que les plus fervents.

Je retrouve dans la foule un copain de Vocal¹ que j'avais connu en 2006 sur les barricades lors de la « commune » d'Oaxaca et je me permets une plaisanterie : « Nous devons être bien en manque pour venir à une manifestation à caractère religieux ! » Nous rions, et puis je me dis que le religieux retrouve ici tout son sens : l'esprit qui relie les gens, qui veut que nous soyons ensemble, que nous nous rencontrions sur une barricade ou en ce jour particulier et festif, que



nous fêtons ce plaisir d'être ensemble, nos retrouvailles en ce jour singulier. Finalement, nous pouvons bien nous passer des médiateurs, des prêtres et autres officiants et honorer nous-mêmes ce jour de gloire. Ce que nous sommes en train de faire. La levée des croix, la «pérégrination» de la croix des pêcheurs n'est que le rappel d'une mémoire originelle, l'instant du commencement, l'origine de la fête, et ce commencement, ce commencement de l'humain, remonte à la nuit des temps, comme toute origine. Le lieu sacré vers lequel nous nous dirigeons et où se trouve une petite chapelle est un au-delà, il est au-delà de l'occupation espagnole et catholique, au-delà des seigneuries et des religions mésoaméricaines, c'est un lieu originel quand il n'y avait pas encore de prêtres, d'intermédiaires entre l'homme et sa pensée.

Nous faisons halte dans un premier ranch au bord de la route, on nous offre dans une arrière-cour un *caldo de res*, un verre d'*atole* au lait et des tortillas, puis, le temps d'admirer les vaches qui ruminent dans un enclos, nous repartons. Nous passons devant l'entrée du champ d'aérogénérateurs en construction de Bii Hioxho, les hommes de garde forment un rang, qui se voudrait dissuasif, devant l'entrée, comme s'ils pouvaient nous arrêter, mais la foule poursuit son chemin, assez indifférente. En tant qu'étranger ayant connu la déliquescence d'une vie sociale de voisinage, des coutumes et traditions, la perte irréparable d'une mémoire collective reconduisant années après années les occasions de rencontres et de fêtes, je suis toujours étonné par l'inattention d'une culture aux dangers qui la guettent et la menacent. C'est la légèreté de l'être; à partir du moment où une culture, c'est-à-dire un art

d'être ensemble, existe, elle reste présente à elle-même; elle est; et rien, semble-t-il, ne peut l'altérer. C'est d'une manière sournoise que les forces de décomposition s'insinuent en elle et elle s'effondre alors brusquement comme une poutre rongée par les termites. On peut bien chercher à la reconstituer, le cœur n'y est plus.

Nous quittons la route pour emprunter un chemin de terre et de sable qui va longer pendant un moment le parc Bii Hioxho à droite, zone dénudée où se dressent les aérogénérateurs. Des gardes armés vont nous suivre dans un 4x4 sur une route parallèle de l'autre côté de la clôture de fils de fer barbelés qui entoure le parc. À gauche s'étend le monte avec parfois des arbres assez hauts apportant une ombre bienfaisante sur notre chemin. Nous faisons halte dans un ranch appartenant à un député, vaste étendue ombragée où nous avons pu nous reposer un bref instant du feu solaire tout puissant et nous restaurer. Ces haltes sont les bienvenues et elles arrivent au bon moment pour faire en sorte que ce chemin des croix ne devienne pas un chemin de croix. Dans le dernier ranch, nous attendons les croix, qui ont pris du retard car elles se sont arrêtées en chemin à des points précis pour quelques oraisons. Elles arrivent enfin et sont reçues par l'hôtesse qui, pour l'occasion, a revêtu ses plus beaux atours traditionnels. Ensuite, la voie s'est libérée de la présence oppressante de la modernité industrielle pour vagabonder en liberté à travers un bosquet assez lâche, fait d'arbres rabougris et dispersés par plaques sur une vaste étendue. Il est 14 heures quand nous touchons enfin à notre but, la foule des premiers arrivés s'y presse entre les rangées de marchands ambulants de fruits confits, d'eau

et de *refrescos*. Les familles de pêcheurs, les associations de la Septième Section de Juchitán, dont la Radio Totopo et l'Assemblée des peuples, y ont leur emplacement, on y cuisine, dans d'immenses chaudrons et au feu de bois, des bouillons de bœuf, des soupes de poisson, des *barbacoa* de chèvre ou de mouton que l'on offre avec plaisir à tous ceux qui se présentent. Il y a des jeux pour les enfants, comme des trampolines, et un orchestre se prépare pour le bal de cette nuit; c'est un immense pique-nique ou, en mexicain, *día de campo*, qui va durer deux jours et nous finirions par oublier le prétexte religieux de cette vaste réunion publique si la religion chrétienne et son goût pour le martyr et la rédemption ne se rappelaient à nous à l'entrée de la petite chapelle où, par vagues successives, entrent des femmes à genoux dans un grand déploiement de mouvements autour d'elles, scène quelque peu surréaliste qui aurait sa place dans un film de Luis Buñuel.

La lagune est toute proche, l'eau y est si peu profonde que les gens qui s'y aventurent semblent marcher sur l'eau comme des chrétiens qui se seraient échappés de leur croix.

Nous retournons à Juchitán entassés dans une *redila* qui assure le transport jusqu'à la ville et je vais arrêter ici cette relation d'un périple dans l'isthme. Et la voiture, me direz-vous? Finalement le copain l'a ramenée, plainte à l'appui, au mécano qui l'avait remise sur roues. Il a réparé la durite et branché le ventilateur (qui ne fonctionnait plus) et il nous a rappelé qu'elle n'avait plus de puissance et qu'il faudrait calibrer les cylindres, travail coûteux que mon ami ne peut se permettre. Aussi la voiture a-t-elle repris sagement sa place devant chez lui, sans doute pour longtemps. **G. L.**



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

La question féminine dans nos milieux

Lettre au camarade Vazquez

LUCÍA SÁNCHEZ SAORNIL, l'auteur du premier texte reproduit ci-après, est née à Madrid le 13 décembre 1895 dans une famille modeste. Entrée en 1916 à la compagnie du téléphone Telefónica, elle prend part aux conflits sociaux comme militante de la CNT anarcho-syndicaliste. Parallèlement, elle poursuit des études à l'académie des Beaux-Arts, participe, à partir de 1918, au mouvement littéraire Ultraísmo, et publie alors ses premiers poèmes. En 1927, elle collabore à la presse anarchiste – notamment *Tierra y Libertad* et *Solidaridad Obrera* –, puis devient secrétaire de rédaction du journal CNT en 1929. Évoluant dans un milieu essentiellement masculin et dans une société fondamentalement machiste, elle touche aux limites d'un mouvement par ailleurs d'avant-garde, estimant que les revendications des femmes requièrent une organisation spécifique.

En 1935, à la fin de sa « Lettre au camarade Vasquez », Lucía Sánchez Saornil évoque son « projet de créer un organe indépendant pour servir les fins qu'[elle s'est] fixées ». En effet, suite à l'échec de l'enseignement de cours élémentaires organisés par la fédération locale des syndicats de Madrid, un groupe de femmes anarchistes choisit de créer une organisation féminine et met en place une école non mixte comprenant des cours d'alphabétisation et de formation professionnelle. En 1936, avec un groupe d'ouvrières de Barcelone et les intellectuelles madrilènes Mercedes Comaposada et Amparo Poch y Gascon, elle fonde le

mouvement des Mujeres Libres (Femmes libres) qui édite, à partir de mai, la revue du même nom. En 1937, la fédération regroupe 20 000 femmes (en majorité des ouvrières) sur un programme, extrait de son journal, qui revendique :

« 1. De permettre à la femme de s'émanciper du triple esclavage auquel elle a été et continue généralement d'être soumise : l'esclavage de l'ignorance, celui de la femme et celui de la travailleuse.

2. De faire de notre organisation une force féminine consciente et responsable, agissant comme avant-garde de la révolution.

3. D'arriver à ce que les camarades, hommes et femmes, soient véritablement d'accord ; qu'ils parviennent à vivre ensemble et à collaborer sans s'exclure ; qu'ils rassemblent leur énergie dans le travail commun. »

Durant la révolution, Lucía Sánchez Saornil se jette à corps perdu dans le combat, aussi bien sur le front qu'à Radio Madrid. En mai 1938, elle est nommée secrétaire de la Solidarité internationale antifasciste, chargée d'organiser l'aide internationale au mouvement libertaire espagnol. Réfugiée en France en 1939, elle revient clandestinement en Espagne en 1942 pour échapper à la déportation dans les camps nazis. Elle y vit dans une totale clandestinité jusqu'en 1954 et s'éteint à Valence le 2 juin 1970.

CHARLES JACQUIER et BÉATRICE VINCENT
Pour la revue Agone

EN COMMENÇANT ma série d'articles sur la question féminine, ce n'était pas le désir de remplir en vain quelques colonnes de notre journal qui me guidait, mais celui de commencer à donner forme à une aspiration longuement mûrie.

Peut-être vais-je entreprendre une tâche supérieure à mes forces, peut-être que les difficultés de ma vie m'empêcheront d'atteindre mon objectif, qu'à cela ne tienne. Il ne manquera pas de gens, plus instruits, qui prendront sur eux l'obligation de poursuivre le travail commencé.

Je me suis proposée d'ouvrir, pour la femme, les perspectives de notre révolution, en lui offrant des matériaux pour qu'elle se forme elle-même une mentalité libre, capable de distinguer le vrai du faux, le politique du social. Je crois qu'avant de l'organiser dans les syndicats – sans que je dédaigne cela – il est urgent de la mettre en conditions de comprendre la nécessité de cette organisation.

Je sais, la tâche est longue et difficile et je devine qu'un camarade – si toutefois les camarades me lisent –, de ceux qui voient la révolution au coin de la rue, sourira avec suffisance et me dira qu'il est trop tard pour emprunter cette voie. Moi aussi, je me dois de sourire et de lui rappeler que pour avoir tous les jours la révolution à portée de main, sans jamais l'atteindre, j'ai vu l'éducation de nos jeunes laissée de côté et beaucoup d'entre eux croire que pour s'appeler anarchiste il suffit de savoir charger un pistolet. Il est bien de croire à la révolution tous les jours, il est encore mieux d'aller à sa recherche en la forgeant minute après minute dans les intelligences et dans les cœurs.

Je ne sais pas jusqu'à quel point mes propos peuvent intéresser les camarades. J'en soupçonne beaucoup d'y avoir tourné le dos en pensant qu'il y a des problèmes plus importants à résoudre pour ne pas gaspiller son temps et son attention à des « choses de femmes ». Néanmoins, moi qui connais toute l'importance de la question, je ne faiblirai pas, et, avant d'envisager d'autres aspects, je veux, une fois de plus, en résumant mes propos antérieurs, mettre bien en évidence les conclusions contenues dans ceux dont j'ai pu supposer qu'ils n'ont pas été compris.

Mes articles avaient pour titre : « La question féminine dans nos milieux ». Cela ne veut pas dire : la question féminine en termes généraux, ni dans le domaine psychologique, mais en termes anarchistes.

Hors de notre milieu, camarade Vazquez, il est très compréhensible, très excusable, et même très humain que, comme le bourgeois défend sa position et son privilège de commandement, l'homme désire conserver son hégémonie et se sente satisfait d'avoir une esclave.

Mais moi, je ne parlais pas pour tous les hommes, camarade, je parlais pour les anarchistes exclusivement, pour l'homme



conscient, pour celui qui, ennemi de toutes les tyrannies, se doit, s'il est conséquent, d'extirper de lui, dès qu'il la voit poindre, toute trace de despotisme.

C'est pour cela que l'anarchiste – j'ai dit l'anarchiste, remarque bien – qui demande à la femme sa collaboration pour la subversion sociale doit commencer par reconnaître en elle son égale avec toutes les prérogatives de l'individualité.

Le contraire serait « très humain » mais pas anarchiste. [...] Ce qui est anarchiste, je le répète, c'est de laisser la femme agir en usant de sa liberté, sans tutelle ni coercition...

Et maintenant, camarade Vazquez, comment t'est-il venu à l'esprit de comparer la situation de la femme par rapport à l'homme avec celle du salarié par rapport au patron ?

Tu oublies que les intérêts du patron et ceux de l'ouvrier sont opposés, incompatibles, alors que ceux de l'homme et de la femme – qui sont les intérêts de l'humanité, de l'espèce – sont complémentaires, ou plutôt ne font qu'un. Des intérêts de sexe, incompatibles en tout point avec la conception anarchiste de la vie, peuvent seulement exister dans l'absurde système actuel.

Tu conçois, toi, un bourgeois en train de dire qu'il faut émanciper les travailleurs ? Donc, si tu trouves logique que, comme un bourgeois avec le salarié, l'anarchiste en tant que mâle garde la femme enchaînée, il est absurde de penser l'entendre crier : « Il faut émanciper la femme. » Et s'il le criait, ne crierait-il pas à la femme : « Commence toi-même à t'émanciper ? » [...]

La lutte des sexes ne convient pas aux prolétaires, il faut établir l'interpénétration des intérêts entre les hommes et les femmes. Et cela non pas par caprice mais parce que le monde ne trouvera son équilibre que lorsqu'il sera organisé et régi par eux deux. [...]

Comprends-tu maintenant qu'il ne s'agit pas tant de l'émancipation de la femme que de l'édification du futur, et que les anarchistes, s'ils sont sincères et s'ils ne sont pas venus à l'anarchisme par pur activisme, sont obligés de suivre la voie que j'indique ?

Et ça, pour sûr que c'est mettre à profit le temps, camarade, parce que, pour réaliser une œuvre en commun ce qui est important, ce n'est pas de se disputer mais de se mettre d'accord.

Et, mon ami, il ne faut rendre responsable l'esclave de son esclavage que lorsque celui-ci est accepté de plein gré et en toute conscience, mais pas quand il est imposé par la violence comme c'est le cas pour la femme.

Nous mettrons-nous enfin d'accord ? Aurai-je réussi à la fin à être comprise ? [...]

Bien que cela soit intéressant, je n'accepte pas ta proposition d'une page féminine dans *Solidaridad Obrera*, car mes ambitions vont plus loin, j'ai le projet de créer un organe indépendant pour servir les fins que je me suis fixées.

Lucía Sánchez Saornil

Solidaridad Obrera, 8 novembre 1935

Un peu d'espoir dans un monde déprimant

IL FAUT RECONNAÎTRE que *Le Monde libertaire* n'est pas un journal joyeux: des prévisions de l'Apocalypse aux dénonciations des turpitudes en bande organisée, en passant par les anathèmes, les malédictions et les blasphèmes, le ton et le drapeau sont les mêmes: noirs. Aujourd'hui, foin de livres tristes, de révélations moroses et de scandales vomitifs, place au rose et au vert, place à un livre délicieusement optimiste, *Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde*, de Bénédicte Monnier. Le titre dit tout, le livre compile les centaines, les milliers d'initiatives concrètes, physiques, réelles, par lesquelles les citoyennes (il est bien plus question de femmes que d'hommes, dans ce livre) reprennent leurs vies en mains, l'arrachent à celles des multinationales et créent un monde fait pour l'être humain.

D'abord, l'eau

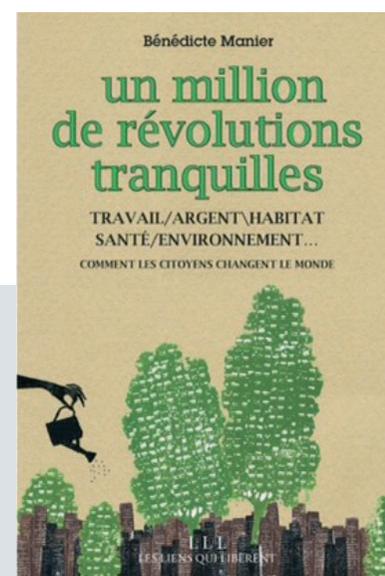
On le sait depuis longtemps déjà (voir *Les Voleurs d'eau* de Colin Ward), nous sommes en train de manquer d'eau potable. En Inde, par exemple, 95 % de la population rurale avait une forme d'accès, aisée ou non, à l'eau potable en 2005. En 2009, la proportion était réduite à 66 % ! Ce n'est guère mieux dans les villes, à New Delhi les robinets coulent deux heures par jour. Mais au Rajasthan... Oui, le Rajasthan, un État indien particulièrement aride et poussiéreux. Au Rajasthan, écrit Bénédicte Monnier « quand on arrive dans le district d'Alwar, près de Jaipur, le paysage surprend. Si ce n'étaient les charrettes tirées par des dromadaires, on se croirait en Normandie: la terre humide est fraîchement labourée, les champs sont verts et entourés d'arbres ». Udaïpur et Livarot, même combat ? L'histoire commence en 1985 avec un jeune fonctionnaire de santé, Rajendra Singh, qui apprend d'un vieux villageois qu'avant la colonisation britannique existait un système d'irrigation locale par petits bassins appelés « johads ». Les Britanniques avaient combattu les johads, qu'ils voyaient comme des réservoirs à moustiques. Avec l'indépendance, les choses s'étaient aggravées. Hélas, sans collecte des eaux de pluie, plus de nappes phréatiques, plus de puits... En moyenne, les femmes d'Alwar marchaient trois heures à l'aller et trois heures au retour pour une jarre d'eau sur leur tête. Rajendra Singh propose donc un peu partout de recréer les johads. Mais les hommes ont oublié et sont sceptiques, et les politiciens, eux, préférèrent une

population dépendante qui mendie la faveur d'un camion-citerne, d'une pompe... Alors, Singh prend sa pelle et sa pioche. Il creuse. Seul, dix heures sous le soleil. Trois ans pour le premier johad. Ça marche ! Mais un seul johad, ça ne marche pas beaucoup. Ayant toutefois acquis le respect des villageois, Singh les convainc de se lancer. Les uns donnent quelques roupies, les autres des pioches, la plupart leur travail. Des centaines de volontaires, dont, comme par hasard, beaucoup de femmes, creusent comme des brutes. En un an, cinquante johads apparaissent. L'efficacité du vieux système est si évidente qu'à présent 10 000 ouvrages, johads, canaux et petits barrages irriguent un millier de villages et leurs 700 000 habitants. Au milieu de la sécheresse, l'abondance. Au milieu du désert, la Normandie. Deux, voire trois récoltes par an. Revenu moyen annuel trois fois au-dessus du seuil de pauvreté indien.

Les cerises (noires) sur le gâteau

Le mieux ? Pas de chefs ! Toute la coordination, toutes les décisions sont prises en assemblée égalitaire. Au consensus. Des assemblées bourrées de femmes. Et les autorités, là-dedans ? Citons Bénédicte Monnier : « Quand l'Arvari s'est remise à couler, ses riverains ont aussi vu arriver des fonctionnaires qui, ayant entendu parler de la résurrection de la rivière, venaient prélever des taxes de pêche. Préférant en rire, les villageois les ont renvoyés à leurs bureaux, en leur rappelant que s'ils avaient compté sur les autorités, l'eau ne serait jamais revenue dans le district. » Dans le Maharashtra, au Népal, en Thaïlande, en Iran, en Afghanistan, au Burkina Faso, au Niger, des initiatives similaires ont fleuri. Et le livre de continuer, de décrire le succès et l'extraordinaire résistance aux crises du modèle coopératif (en France, les coopératives, les scop, les amap...), les reprises des friches urbaines et leur transformation en potagers et jardins collectifs dans le monde entier et en particulier dans Detroit-la-Sinistrée, les *credit unions* qui contournent les banques et leur reprennent l'épargne populaire qu'elles volent et gaspillent, la « maison de retraite » des Babayagas à Montreuil, le collectif 100 % féminin des MudGirls canadiennes qui construisent, et enseignent à construire, en matériaux écologiques et recyclés. Quel plaisir de terminer cet article en écrivant trois lettres : etc.

Nestor Potkine



Bénédicte Monnier, *Un million de révolutions tranquilles*, Les liens qui libèrent, 2013, 22,90 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire.

Un livre dérangent

Frank Mintz – *Histoire de la mouvance anarchiste (1789-2012)*

PLUSIEURS ASPECTS de ce livre dérangent : l'amplitude de la période étudiée, le rejet qu'il implique d'un « mouvement » anarchiste spécifique, le travail purement individuel à partir de multiples sources en diverses langues.

Et, surtout, on se heurte aux questionnements imposés aux lecteurs. Ils sont secoués par une condamnation définitive du capitalisme et de la pseudo-démocratie cloacale, nullement distincte dans sa nature de toute dictature, « une utopie consciente qui cache non pas un mensonge, mais une escroquerie maffieuse sous couvert d'intervention humanitaire d'armées d'occupation ».

Puis, les lecteurs subissent de dures critiques de l'anarcho-syndicalisme, de l'individualisme, de la franc-maçonnerie, de l'insurrectionnalisme et du platformisme. Frank Mintz écrit même qu'il existe chez les anarchistes « un péché d'orgueil individuel (mon expérience me permet de juger le présent et ses évolutions ultérieures) et aussi d'infailibilité du dogme (pas d'anarchistes dans les environs, pas de futur libertaire pour les habitants) ».

Mintz évoque, cependant, une revendication de bien des aspects de Bakounine et de Kropotkine, les luttes autogestionnaires en Russie et en Espagne et une la lutte constante et anonyme du militant anarchiste, tout à l'opposé de ce que l'auteur qualifie d'« intransigeance, [de] sectarisme anarchiste ».

Et l'auteur de s'opposer à « cette pétrification intellectuelle », alors que les révolutions apparaissent tant en 1956 que dans certains pays arabes en 2010-2013. Cela « montre un beau et constant refus des "sauveurs" militaires et de leurs jumeaux religieux, issus du ras-le-bol d'être foulés aux pieds. C'est le même réveil du peuple, dans le passé, brisant le totalitarisme du socialisme scientifique en Hongrie et en Pologne ».

Mintz aboutit ainsi à une vision similaire à celle de Noam Chomsky en 1970 dans *Notes sur l'anarchisme*. « La mouvance anarchiste se définit, dans mon esprit, par ses aspects concentrés autour d'une interprétation d'une idée (l'autogestion à la base). L'inspiration souple des études de Marx, du conseilisme, voire du luxembourguisme peuvent servir, surtout en partant d'une pratique de respect envers l'individu et la nature. Un tel agglomérat dans son refus de l'autoritarisme sous toutes ses formes ne peut devenir harmonieux que s'il est fidèle à ses propres règles de respect des autres et de volonté d'édifier un autre futur avec tous et pour tous ».

Mintz propose donc aux lecteurs une approche où il s'inclut : « Nous cherchons à impulser la dignité chez les citoyens les plus démunis, en leur proposant

de s'unir dans la révolte, parce que nous portons dans nos cœurs, comme Buenaventura Durruti, un monde différent, nouveau. »

L'argumentation du livre étant posée, on en déduit que l'auteur revendique sa place dans un ensemble anarchiste débarrassé, selon lui, de ses tares de fermeture sectaire.

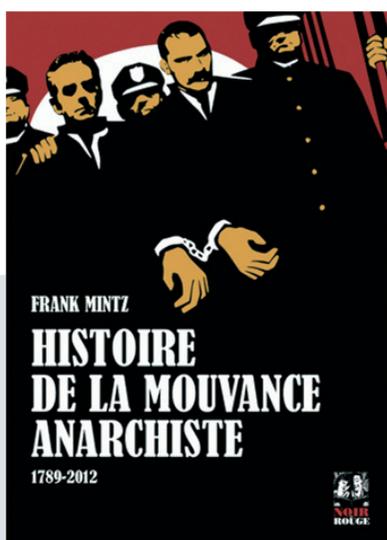
Mintz est en quête de l'osmose qui a existé entre les travailleurs révoltés et les idées libertaires, aussi bien durant la Commune de Paris que pendant les révolutions russe et espagnole de 1917-1921 et 1936-1939, la révolution hongroise des conseils de 1956 – Hannah Arendt la jugeait comme une application authentique de la démocratie –, les conflits quasi ou carrément révolutionnaires de ce début du XXI^e siècle de l'Argentine au bassin méditerranéen.

Mintz ne résout pas le problème de la coordination (trop souvent viciée par une vision militariste d'état-major sacrifiant ou pas ses pions pour vaincre) qu'il renvoie à l'action horizontaliste : « Nous avons bien des camarades ainsi sur plusieurs continents, capables de lutter et d'être acceptés par ceux qui désespèrent de tout et de tous, en refusant le lent génocide capitaliste. C'est cette union qui forge une mouvance anarchiste souple et ayant des solutions immédiates conçues et autogérées par la base. »

Ce point de la jonction entre les camarades conscients et les masses semble encore à résoudre si on le compare à une citation de l'auteur d'un texte de Bakounine de 1868 : « [L'Alliance doit organiser] une sorte d'état-major révolutionnaire composé d'individus dévoués, énergiques, intelligents, et surtout amis sincères, et non ambitieux ni vaniteux, du peuple capable de servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires. »

Le principal atout de ce livre est d'établir une jonction entre des analyses anarchistes passées et les problèmes actuels, sans occulter les autres approches et les critiques que l'auteur propose.

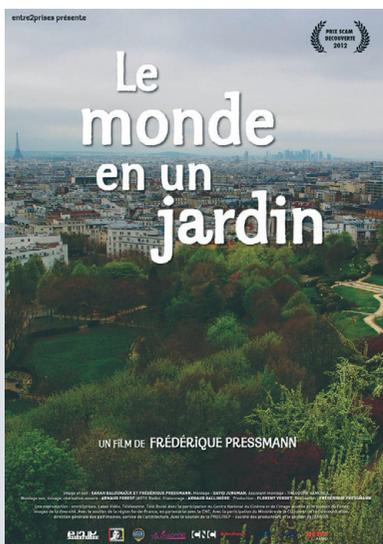
Ce choc est salutaire, car les lecteurs – curieux, sympathisants et militants – sont traités sur un même plan : « Nous rejetons tout système social où il existe des êtres humains mourant tous les jours de faim ou par manque de médicaments basiques ; où on prostitue son corps pour arriver à survivre et son âme pour garder son métier. Nous écartons le futur chargé de tout résoudre, à base de livres sacrés et des prophètes en tout genre. »



Frank Mintz, *Histoire de la mouvance anarchiste (1789-2012)*, Éditions Noir et Rouge, 2013, 333 pages, 18 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire.

Le Scribe

Belleville, carrefour du monde



Frédérique Pressmann, *Le Monde dans un jardin*. Sortie en salles le 22 janvier 2014.

LE MONDE LIBERTAIRE était invité à découvrir *Le Monde dans un jardin*, un film de Frédérique Pressmann, qui sort sur les écrans le 22 janvier. La lune argentée s'estampe dans un ciel d'encre pour laisser poindre le jour. Posé sur une branche, un merle vocalise. Deux chats noirs suivent un tracé délicat pour éviter les longues herbes mouillées de rosée. Un groupe de vieux Chinois salue le soleil par une danse gestuelle séculaire. Non, nous ne sommes pas dans un jardin de Pékin. Nous sommes dans le parc de Belleville, posé en plein Paris. Empreint de l'alternance entre un lieu de paix la nuit et un lieu rempli de vie le jour, le film en montre toutes les variantes déclinées au rythme des saisons qui passent. Construit il y a vingt-cinq ans sur les pentes de ce quartier populaire et chargé d'histoire, le parc est né sur des ruines qu'il a fallu raser pour cause d'insalubrité. Depuis d'autres vies s'y croisent. C'est Gérard, le jardinier en chef, qui parle à un rameau de vigne pour «chauffer le bois», afin qu'il accepte de se courber sans se rompre pour s'accrocher au fil de fer. Élevé à la campagne, noyé dans la nature, il nous explique qu'il faut respecter sa sensibilité si l'on veut s'en faire obéir. Il dirige avec souplesse et passion sa petite équipe. Mais le parc, c'est aussi un havre de paix bordé par le cercle plus violent du bruit et de la pollution urbaine. Le bruit des deux-roues qui le longent. Les cris des élèves du quartier qui jouent dans le jardin. Les danseurs de tango qui s'entraînent. Les jeunes qui jouent au ping-pong. Les vieilles dames qui nourrissent les pigeons assises en rang d'oignon sur leur banc. La vie d'un parc. Mais aussi les paroles des riverains qui s'y promènent. Une femme africaine qui vient s'y ressourcer, car

elle vit forcée à Paris où elle travaille pour soigner sa nièce malade et orpheline. Déçue par l'accueil des Français et par la difficulté à vivre ici, mais qui adore les chansons de Tino Rossi. Le film est une succession d'images d'hier et d'aujourd'hui, finement orchestrée de bruits, de paroles et de silences. C'est après l'orage, l'émerveillement de voir, en pleine ville, un escargot sortir des feuilles et s'étirer sur le béton d'une allée au pied d'un mur qui porte l'inscription «Lutte sociale». C'est encore Gérard qui demande à ses stagiaires pourquoi certaines graines ont décidé de pousser devant la remise et pas ailleurs ? «*Tout simplement parce qu'elles s'y sentent bien!*» Beaucoup de choses compliquées semblent redevenir simples dans ce film intelligent et reposant. Réaliste, c'est aussi ce jeune Chinois qui avait peur des autres jeunes en arrivant à Belleville parce qu'il ne parlait pas français. C'est ce jeune Africain qui explique que Belleville ce n'est pas un ghetto, même si c'est dur de vivre à Paris où «*tout est fait pour que la jeunesse se déconnecte*», où il faut se débrouiller, vendre du shit pour financer ses études, mais que c'est un beau quartier dans un beau pays où des gens se sont battus pour obtenir des droits et que c'est malheureux qu'ici, malgré tout, un Le Pen arrive au second tour. C'est encore cette vieille femme qui ne sait plus trop bien... Ce beau film est un peu comme un résumé de la multitude qui peuple les pentes de Belleville, décliné au magnifique accent du mélange.

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Au revoir, Anthony !



LA NOUVELLE ABRUPTÉ de la mort d'Anthony Lorry, le 5 janvier 2014, a frappé de stupeur le petit monde de l'histoire sociale, et plus particulièrement sa sensibilité libertaire.

Anthony était, depuis 1998, bibliothécaire au Cédias-Musée social, à Paris (VII^e). Il aimait en faire partager les trésors, et bon nombre d'étudiants et de chercheurs de tout acabit se souviendront de sa disponibilité, de sa jovialité et de son professionnalisme décontracté.

Pour les rédacteurs du *Maitron des anarchistes*, un projet auquel Anthony participait activement, se rendre au Cédias, c'était aussi la perspective de se glisser dans son étroit bureau. Là, coincé entre les piles de vieux bouquins et les montagnes de dossiers, sous les yeux pochés du vieux Bakounine, on s'autorisait volontiers une demi-heure de discussions passionnées, sourire en coin. On passait en revue les débats du moment ; on discutait sur le syndicalisme révolutionnaire de jadis et d'aujourd'hui ; on ressuscitait Émile Pouget, Pierre Monatte, Georges Yvetot et, bien sûr, Fernand Pelloutier, auquel il avait consacré un Web très documenté (www.pelloutier.net).

Anthony était né le 4 décembre 1972 à Clichy-la-Garenne. Libertaire, il était toujours resté à la lisière du militantisme organisé. Après avoir demandé son adhésion à *Alternative libertaire* au milieu des années 1990, sans concrétiser, il avait rejoint la CNT et plus précisément sa revue, *Les Temps maudits*, jusqu'en 2004.

C'est dans le cadre professionnel, en tant qu'historien, qu'Anthony s'était montré le plus actif, voire suractif, se démultipliant pour participer à de nombreux projets.

En 1995, sous la direction de Jacques Girault, il avait rédigé un mémoire sur les anarchistes et les syndicats en banlieue nord de Paris, entre 1880 et 1912. Refusant de faire son service militaire, il avait ensuite travaillé pendant dix-huit mois comme objet de conscience au Cédias, à l'invitation d'une grande dame de l'histoire sociale, Colette Chambelland. Embauché par la suite, c'est là qu'il œuvrait depuis, en binôme avec Michel Prat. Il avait notamment beaucoup travaillé à l'informatisation du Cédias, puis au programme de numérisation de certaines collections, au sein du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et

sociale (www.codhos.org). Il avait également aidé la Société d'études jaurésiennes, la Société d'économie et de sciences sociales et la revue *Mil neuf cent* (ex-*Cahiers Georges Sorel*) à se doter d'un site Web.

Outre le syndicalisme révolutionnaire, auquel il avait consacré plusieurs études, Anthony s'intéressait beaucoup à l'économie sociale. Le Cédias a accueilli, en 2005, les archives de la Fédération nationale des coopératives de consommation, et Anthony s'était beaucoup impliqué dans la valorisation de ce fonds, estimant qu'il y avait là des aspects méconnus du mouvement ouvrier à explorer.

Le 10 janvier, plus d'une centaine de personnes étaient présentes à ses obsèques, à Herblay (Val-d'Oise), où il vivait. Il reposera à Fontenay-sur-Conie (Eure-et-Loir), le village de sa famille, auquel il était très attaché. L'équipe du *Maitron des anarchistes* tient à témoigner toute sa solidarité et sa tristesse à ses amis, sa famille, sa compagne et ses enfants. Le Cédias-Musée social envisage d'organiser une journée hommage et le *Maitron des anarchistes*, qui paraîtra le 1^{er} mai, lui sera dédié.

L'équipe du *Maitron des anarchistes*



Jeudi 23 janvier

10 h 00 > 12 h 00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

15 h 00 > 16 h 30 **Bibliomanie.** Autour des livres. Notre invité : Alain Jaubert pour l'ensemble de son œuvre et pour *Au bord de la mer violette*, un roman (Gallimard).

16 h 30 > 18 h 00 **Radio LAP.** Émission électro avec des membres de La Ruche Records, label indépendant et collectif de beat expérimental, dont fait partie un lapien. On va parler des mouvances électro qu'ils mettent en avant et également aborder la façon dont se monte un label.

20 h 30 > 22 h 30 **Entre chiens et loups.** Présentation d'une artiste méconnue de l'abstraction Hilma Af Klint par Patricio.

Samedi 25 janvier

11 h 30 > 13 h 30 **Chroniques syndicales.** Luites et actualités sociales.

19 h 00 > 21 h 00 **Longtemps je me suis couché de bonne heure.** L'émission recevra Rémy Chevrin, directeur de la photographie, et Claude Duty, réalisateur (animé par Francis Gavelle). La deuxième heure de l'émission sera consacrée à une table ronde critique autour de l'actualité cinématographique par *Les Fiches du cinéma*.

Lundi 27 janvier

11 h 00 > 13 h 00 **Lundi matin.** Infos et revue de presse.

16 h 00 > 18 h 00 **Trous noirs.** Nourriture, autonomie, paysannerie sont au centre de l'agroécologie, découverte en Amérique latine, et que Silvia Pérez-Vitoria, notre invitée, contribue à faire connaître en Europe.

Mardi 28 janvier

19 h 30 > 20 h 30 **Parole d'associations.** La Grosse Patate, en plus d'être une épicerie solidaire, se veut un lieu d'échanges et d'accueil pour les jeunes du quartier. Joël Cassiaguerra (coprésident) vient nous en parler.

Mercredi 29 janvier

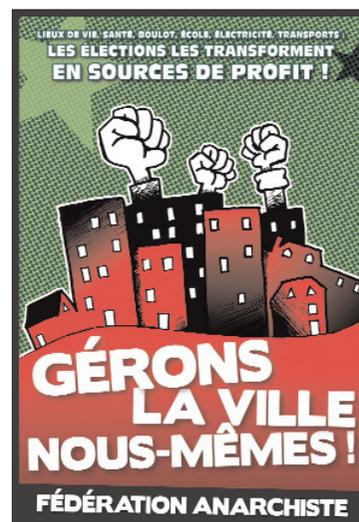
18 h 30 > 20 h 30 **Femmes libres.** Anaïs anime des actions de formation et d'éducation à la sexualité auprès des jeunes de Seine-Saint-Denis : elle les décrit.



Du nouveau à la Fédé

Une nouvelle liaison de la FA est présente à Frontignan près de Sète dans le département de l'Hérault (34).

Vous pouvez joindre la liaison Frontignan-Sète à l'adresse frontignan-sete@federation-anarchiste.org.



PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE



Affiche

Lecteurs, lectrices, vous pouvez vous fournir en autocollants et affiches, en vous adressant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les affiches sont à 7 euros les 50. Les autocollants sont à 2,50 euro les 50.

PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE

AGENDA

Jeudi 23 janvier

Paris XIX^e

18 heures Conférence-débat avec Philippe Corcuff «Repenser l'utopie aujourd'hui, entre l'individuel et le collectif», organisée par la Fondation Gabriel-Péri et par l'association Espaces Marx. Espace Oscar-Niemeyer, place du Colonel-Fabien.

Samedi 25 janvier

Paris XI^e

16h30. L'Association internationale des travailleurs avant la guerre civile d'Espagne. Présentation et discussion. 145, rue Amelot.

Paris XX^e

15 heures La CNT est à nouveau menacée! Réunion d'information. 33, rue des Vignoles.

Mercredi 29 janvier

Paris XIII^e

18h30. Femmes en révolution: les années MLF. Avec Cathy Bernheim, Xavière Gauthier, Michelle Perrot et Françoise Vergès. Modératrice: Leïla Sebbar. 79, rue Nationale.

Paris XX^e

19h30. De l'art de gouverner le nucléaire à celui d'en sortir. Rencontre-débat avec Sezin Topçu, historienne et sociologue des sciences et Chantal Bourry, diplômé en physique. Rencontre au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier. Métro Ménilmontant (ligne 2) ou Gambetta (ligne 3) – bus: n° 96. Entrée libre.

Jeudi 30 janvier

Merlieux (02)

18h30. La Bibliothèque sociale reçoit un habitué des lieux, Gérard Mordillat, à l'occasion de la sortie, chez Calmann-Lévy. En janvier 2014 de deux ouvrages: *Xenia* et *Le Miroir voilé et autres écrits sur*

l'image. Une femme belle et rebelle comme on les aime pour le premier titre, et pour le second, un regard et un questionnement particuliers du mot et de l'image à travers les toiles de Patrice Giorda, Ernest Pignon-Ernest, d'un texte d'Antonin Artaud et de bien d'autres. 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. kroptkine.cybertaria.org

Vendredi 31 janvier

Saint-Jean-en-Royan (26)

19 heures Le groupe La Rue rôle présente l'exposition d'une  cole et de son institutrice de Romans-sur-Isère qui ont travaillé sur les différences fille-garçon. Suivie d'une rencontre Caf eministe. Activ'Royans, 29, rue Pasteur.

Toulouse (31)

18 heures Rencontre avec Philippe Corcuff autour du livre *Polars, philosophie et critique sociale* (Editions Textuel). Librairie Ombres blanches, 50, rue Gambetta. Métro: ligne A, station Capitole.

Mardi 4 février

Bruxelles (Belgique)

18 heures Conférence-débat de Philippe Corcuff «Marx et l'anarchisme: tensions, intersections, passages», organisée par l'université populaire de Bruxelles. 26, rue de la Victoire, Saint-Gilles (métros: lignes 2, 3, 4 ou 6, stations: Porte-de-Hal, Parvis-de-Saint-Gilles ou Hôtel-des-Monnaies).

Samedi 8 février

Audincourt (25)

10 heures Grand rassemblement populaire en soutien aux victimes du flash-ball. La liste des victimes des tirs de flash-ball de la police s'allonge. Place du marché.

Paris XVIII^e

De 13h30 à 18 heures L'UDoduF + SuperCodex + La Choriza + Eja présentent: l'atelier «Fanzine Toim me». Tout pour faire son propre fanzine! Participation aux frais: prix libre. Réservation (places limitées): udoduf@free.fr.   la bibliothèque La Rue. 10, rue Robert-Planquette.

24 janvier, 7 et 21 février

Paris XVIII^e

19 h 30. Cycle de conférences autour de l'informatique. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les ordinateurs... Animé par Nicolas et Charles, du groupe libertaire Louise-Michel. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre.

8 et 9 février

Rouen (76)

Bobines rebelles invite les mutins de Pangée.

Samedi 8 février

16 heures. *Algérie, tours et détours*.

18 heures. *Cinéma Kommunisto*.

20 heures. *Je d boule   Kaboul* (en présence D'Olivier Azam réalisateur)

Dimanche 9 février

11 heures. *Sur les toits*.

Cinéma Omnia, rue de la République.

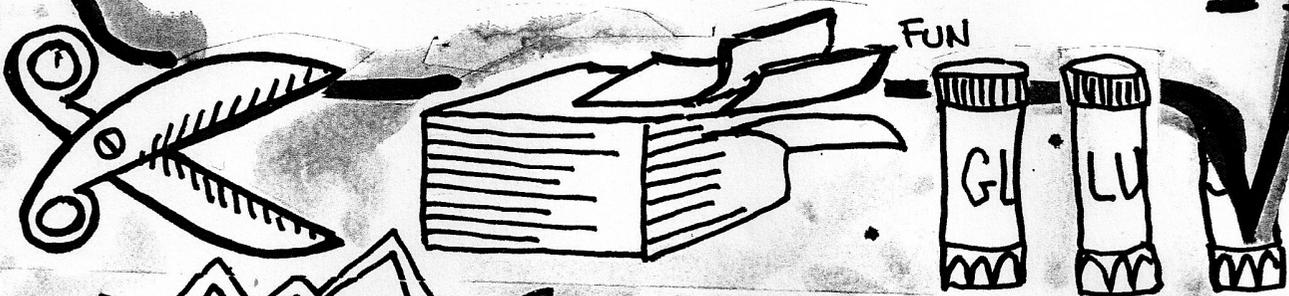
Du 11 au 19 janvier

Semaine zapatiste: vingt ans ont passé et les zapatistes sont toujours là! Au CICP,   Publico,   La Belle étoile, à la CNT, à la Maison fraternelle.



L'UDODUF + SUPERCODEx + LA CHORIZA + ÉJA = présentent

« FANZINE » TOI-MÊME



**SAMEDI
8 FEVRIER
2014**

13h30 - 20h

À LA RUE

BIBLIOTHEQUE
LIBERTAIRE

(M) BLANCHE

10, RUE ROBERT
PLANQUETTE
PARIS 18^e

**{ ATELIER
FANZINE
13h30 }**

EXPO
La Choriza
18h00

INFOKIOSQUE

places limitées!
inscriptions:
udoduf@free.fr

P.D.F. & Plus Libre

[HTTP://UDODUF.WORDPRESS.COM](http://udoduf.wordpress.com)